

BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2019

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018 :

- Bénéfice net comptable de 1 557 millions de dollars et bénéfice net ajusté¹ de 1 582 millions, tous deux en hausse de 1 %
- BPA comptable² de 2,34 \$ et BPA ajusté^{1, 2} de 2,38 \$, tous deux en hausse de 1 %
- Revenus nets³ de 5 779 millions de dollars, en hausse de 5 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 306 millions de dollars, comparativement à 186 millions pour l'exercice précédent; comprend une dotation à la provision liée aux prêts productifs de 63 millions
- RCP de 13,2 % comparativement à 14,7 %; RCP ajusté¹ de 13,5 %, comparativement à 15,0 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,4 %
- Dividende de 1,03 \$, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018 :

- Bénéfice net comptable de 4 564 millions de dollars, en hausse de 22 %; bénéfice net ajusté^{1, 4, 5} de 4 642 millions, en hausse de 4 %
- BPA comptable² de 6,88 \$, en hausse de 23 %; BPA ajusté^{1, 2} de 7,00 \$, en hausse de 5 %
- Revenus nets³ de 17 022 millions de dollars, en hausse de 6 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 619 millions de dollars, comparativement à 487 millions pour l'exercice précédent
- RCP de 13,5 %, en hausse de 12,3 %; RCP ajusté¹ de 13,7 %, comparativement à 14,6 %

Toronto, le 27 août 2019 – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2019, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 557 millions de dollars, ou 2,34 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 582 millions, ou 2,38 \$ par action.

« Ce trimestre, BMO a continué à produire de très bons résultats d'exploitation qui témoignent de la résilience de notre plateforme diversifiée en Amérique du Nord, avec un bénéfice par action ajusté de 2,38 \$, une bonne croissance des revenus de 5 % et un levier d'exploitation positif. Nos Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis ont ensemble augmenté de 9 % leur apport bénéficiaire avant dotation à la provision et impôts et sont sur une bonne lancée quant aux soldes. Les Marchés des capitaux continuent à obtenir de bons résultats, Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ayant enregistré des revenus records. Bien qu'il y ait eu une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre, provision qui était auparavant à de très faibles niveaux, la qualité du crédit globale est demeurée très bonne », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Les revenus nets sont présentés après avoir retranché des revenus d'assurance des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

4) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tenait compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

5) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2018 comprenait une charge de restructuration de 192 millions de dollars après impôts (260 millions avant impôts), laquelle se rapporte principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. La charge de restructuration figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Nous maintenons notre engagement à l'égard de nos priorités stratégiques, notamment pour ce qui est de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité, qui était inférieure à 60 % sur une base ajustée ce trimestre, et sur la croissance de nos activités diversifiées aux États-Unis, qui ont contribué à hauteur de 34 % au bénéfice ajusté de la Banque depuis le début de l'exercice. Notre assise financière demeure solide à 11,4 % et nous prenons des mesures pour continuer à positionner nos activités en vue d'assurer la croissance et un rendement à long terme durable », a conclu M. White.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,2 %, comparativement à 14,7 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 13,5 %, comparativement à 15,0 % pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, comptable et ajusté, ont tous deux atteint 15,8 % au cours du trimestre à l'étude, comparativement à 18,0 % dans les deux cas, un an plus tôt.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,03 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2019, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,07 \$ par action, ou de 7 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 1,03 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,12 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2019, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2019, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 648 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 7 millions, ou de 1 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 649 millions, ce qui correspond à une hausse de 8 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en bonne partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Au cours du trimestre, nous avons été nommé Meilleure banque commerciale au Canada pour la cinquième année d'affilée par le magazine *World Finance*. Ce prix récompense l'innovation et l'engagement envers l'excellence du service à la clientèle, en reconnaissant les meilleures entreprises de leur catégorie dans une variété de secteurs. L'obtention de ce prix au cours des cinq dernières années reflète le travail accompli par BMO pour cultiver la fidélité de sa clientèle et renforcer le secteur.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est accru de 4 millions de dollars, ou de 1 %, pour s'établir à 368 millions et, après ajustement, il a atteint 379 millions, ayant progressé de 3 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 277 millions de dollars américains, comparativement à 279 millions de dollars américains à l'exercice précédent et, après ajustement, il a atteint 285 millions de dollars américains, par rapport à 288 millions de dollars américains l'an dernier, les solides revenus ayant été contrebalancés par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et une hausse des charges.

BMO Harris Bank a été reconnue par le magazine *Forbes* comme l'un des meilleurs employeurs pour les femmes en Amérique en 2019. Ce classement découle d'une enquête indépendante menée auprès de 60 000 personnes aux États-Unis, dont 40 000 femmes, à l'emploi d'entreprises comptant au moins 1 000 employés sur le territoire.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 249 millions de dollars, comparativement à 291 millions et, après ajustement, il a atteint 257 millions, comparativement à 301 millions l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 225 millions, soit une hausse de 23 millions, ou de 11 %, et, après ajustement, il a atteint 233 millions, soit une hausse de 21 millions, ou de 10 %, étant donné les revenus plus élevés, annulés en partie par des investissements choisis dans les activités. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 24 millions, contre 89 millions il y a un an, ce qui s'explique par la diminution des résultats liés à la réassurance et par l'effet défavorable des variations des marchés au cours de l'exercice considéré, alors que l'an dernier, les variations des marchés avaient eu un effet favorable.

Pour la neuvième année consécutive, BMO Banque privée a été nommée meilleure banque privée au Canada par le magazine *World Finance*. De plus, le magazine *Money Observer* a nommé BMO Fonds d'actions mondiales à perspectives durables de BMO, meilleur fonds de sociétés de petite capitalisation dans la catégorie Croissance mondiale en 2019.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 313 millions de dollars, soit une hausse de 12 millions, ou de 4 %, et, après ajustement, il s'est situé à 318 millions, soit une hausse de 15 millions, ou de 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. Le bénéfice net reflète les solides revenus, déduction faite des charges plus élevées.

BMO Marchés des capitaux agit depuis longtemps comme l'un des principaux conseillers et preneurs fermes dans le secteur des mines et des métaux. Au cours du trimestre considéré, BMO Marchés des capitaux a agi comme conseiller financier de Newmont Gold Corporation dans le cadre de la formation d'une coentreprise avec la Société aurifère Barrick Gold Corporation afin de regrouper leurs activités respectives au Nevada, opération qui a donné naissance au plus important complexe aurifère au monde. En outre, BMO Marchés des capitaux avait agi à titre de conseiller financier de Newmont Mining Corporation au cours du trimestre précédent, dans le cadre de l'acquisition de Goldcorp Inc. par Newmont, créant ainsi la plus importante société aurifère au monde.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 21 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 60 millions et à une perte nette ajustée de 55 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats reflètent une réduction des charges et une progression des revenus non établis sur une bic.

Les résultats ajustés que renferme la section qui présente un aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 juillet 2019. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté comparativement à 11,3 % à la fin du deuxième trimestre, la croissance des résultats non distribués, la baisse des déductions et d'autres variations nettes positives ayant plus que compensé la croissance des activités.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 306 millions de dollars, comparativement à 186 millions l'an dernier. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est situé à 28 points de base, comparativement à 19 points de base il y a un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 66 millions, passant de 177 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 243 millions, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour PE Canada. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 22 points de base, contre 18 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 27 août 2019. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2019 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2018 contenus dans notre Rapport annuel pour 2018.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2018, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	28	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	29	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	30	Transactions avec des parties liées
7	Survol et perspectives économiques	30	Arrangements hors bilan
7	Change	30	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	30	Provision pour pertes sur créances
9	Revenus	31	Modifications de méthodes comptables
10	Dotation à la provision pour pertes sur créances	31	Modifications futures de méthodes comptables
12	Prêts douteux	32	Instruments financiers désignés
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	32	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Charges autres que d'intérêts	33	Gestion des risques
13	Impôts sur le résultat	33	Risque de marché
14	Gestion du capital	34	Risque de liquidité et de financement
18	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	39	Cotes de crédit
18	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	42	Expositions en Europe
19	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	44	États financiers consolidés intermédiaires
21	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	44	État consolidé des résultats
23	BMO Gestion de patrimoine	45	État consolidé du résultat global
25	BMO Marchés des capitaux	46	Bilan consolidé
27	Services d'entreprise	47	État consolidé des variations des capitaux propres
		48	État consolidé des flux de trésorerie
		49	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		70	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2019, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts 1)	3 217	3 135	2 882	9 524	8 423
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	3 449	3 078	2 912	9 872	8 589
Revenus 2)	6 666	6 213	5 794	19 396	17 012
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	887	561	269	2 374	962
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 779	5 652	5 525	17 022	16 050
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	243	150	177	520	523
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	63	26	9	99	(36)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	306	176	186	619	487
Charges autres que d'intérêts 2)	3 491	3 595	3 359	10 643	10 284
Charge d'impôts sur le résultat 3)	425	384	443	1 196	1 523
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 557	1 497	1 537	4 564	3 756
Bénéfice net ajusté	1 582	1 522	1 566	4 642	4 451
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	2,34	2,26	2,31	6,88	5,60
Bénéfice par action ajusté	2,38	2,30	2,36	7,00	6,67
Croissance du bénéfice par action (%)	1,0	21,7	13,2	22,9	(8,2)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	0,8	4,8	16,6	4,9	7,4
Dividendes déclarés par action	1,03	1,00	0,96	3,03	2,82
Valeur comptable d'une action	70,88	69,99	63,30	70,88	63,30
Cours de clôture de l'action	98,80	105,82	103,11	98,80	103,11
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	639,0	638,8	639,9	639,0	639,9
Nombre moyen dilué	640,4	640,3	642,4	640,4	645,9
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	63,1	67,6	66,0	63,1	66,0
Rendement de l'action (%)	4,2	3,8	3,7	4,1	3,6
Ratio de distribution (%)	43,9	44,1	41,4	43,9	50,2
Ratio de distribution ajusté (%)	43,2	43,3	40,6	43,2	42,1
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	13,2	13,6	14,7	13,5	12,3
Rendement des capitaux propres ajustés	13,5	13,9	15,0	13,7	14,6
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	15,8	16,4	18,0	16,2	15,0
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	15,8	16,4	18,0	16,3	17,6
Croissance du bénéfice net	1,3	20,1	10,9	21,5	(8,7)
Croissance du bénéfice net ajusté	1,1	4,0	14,1	4,3	6,2
Croissance des revenus	15,1	11,3	6,8	14,0	3,1
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	4,6	7,7	6,9	6,1	3,4
Croissance des charges autres que d'intérêts	3,9	2,0	3,3	3,5	4,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	4,1	10,2	3,9	6,2	2,6
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	60,4	63,6	60,8	62,5	64,1
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	59,9	63,0	60,1	61,9	61,8
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	0,7	5,7	3,6	2,6	(1,0)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	0,5	(2,5)	3,0	(0,1)	0,8
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,67	1,72	1,65	1,69	1,67
Taux d'impôt effectif 3)	21,5	20,4	22,4	20,8	28,8
Taux d'impôt effectif ajusté	21,5	20,5	22,4	20,8	21,1
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,28	0,16	0,19	0,19	0,17
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,22	0,14	0,18	0,16	0,18
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	839 180	830 470	765 344	839 180	765 344
Solde brut des prêts et acceptations	444 390	436 654	395 295	444 390	395 295
Solde net des prêts et acceptations	442 588	434 944	393 635	442 588	393 635
Dépôts	553 383	548 837	506 916	553 383	506 916
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	45 295	44 705	40 508	45 295	40 508
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	28,3	28,2	28,2	28,3	28,2
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,4	11,4	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,0	12,7	12,9	13,0	12,9
Ratio du total des fonds propres	15,3	15,0	14,9	15,3	14,9
Ratio de levier	4,3	4,2	4,2	4,3	4,2
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,3198	1,3391	1,2997	1,3198	1,2997
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3270	1,3299	1,3032	1,3307	1,2821

1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

3) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités).

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Résultats comptables					
Revenus	6 666	6 213	5 794	19 396	17 012
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(887)	(561)	(269)	(2 374)	(962)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 779	5 652	5 525	17 022	16 050
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(306)	(176)	(186)	(619)	(487)
Charges autres que d'intérêts	(3 491)	(3 595)	(3 359)	(10 643)	(10 284)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 982	1 881	1 980	5 760	5 279
Charge d'impôts sur le résultat	(425)	(384)	(443)	(1 196)	(1 523)
Bénéfice net	1 557	1 497	1 537	4 564	3 756
BPA (\$)	2,34	2,26	2,31	6,88	5,60
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(3)	(2)	(8)	(11)	(16)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(29)	(30)	(28)	(90)	(85)
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	-	(260)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(32)	(32)	(36)	(101)	(361)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(2)	(7)	(8)	(12)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(23)	(23)	(22)	(70)	(66)
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	-	(192)
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	-	-	-	-	(425)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(25)	(25)	(29)	(78)	(695)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	(0,04)	(0,05)	(0,12)	(1,07)
Résultats ajustés					
Revenus	6 666	6 213	5 794	19 396	17 012
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(887)	(561)	(269)	(2 374)	(962)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 779	5 652	5 525	17 022	16 050
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(306)	(176)	(186)	(619)	(487)
Charges autres que d'intérêts	(3 459)	(3 563)	(3 323)	(10 542)	(9 923)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 014	1 913	2 016	5 861	5 640
Charge d'impôts sur le résultat	(432)	(391)	(450)	(1 219)	(1 189)
Bénéfice net	1 582	1 522	1 566	4 642	4 451
BPA (\$)	2,38	2,30	2,36	7,00	6,67

- 1) Les éléments d'ajustement ont, en règle générale, été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, ont été imputés aux groupes d'exploitation.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 18, 19, 21, 23 et 25.
- 4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration, laquelle se rapporte principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 5) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2019 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, le marché de l'habitation au Canada, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, à la section Gestion globale des risques, qui débute à la page 78 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la section Gestion des risques figurant dans le présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport annuel de BMO pour 2018 dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'à la conjoncture de marché globale, et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques ci-après.

Survol et perspectives économiques

Après avoir ralenti au début de l'année en raison des hausses antérieures des taux d'intérêt, d'autres mesures restrictives et du resserrement obligatoire de la production pétrolière, l'économie canadienne s'est stabilisée dans un contexte de baisse des taux d'intérêt à long terme et d'affaiblissement de la monnaie. La croissance du PIB réel devrait ralentir, pour passer à 1,4 % en 2019, alors qu'elle se situait à 1,9 % l'an dernier, avant de se fixer à 1,7 % en 2020. Ce rythme de croissance maintiendra probablement le taux de chômage près de son niveau le plus bas en quatre décennies, et ce, jusqu'à la fin de 2020. L'augmentation de la consommation des particuliers devrait demeurer modeste à 1,8 % en 2019 et à 1,5 % en 2020 en raison du niveau élevé de l'endettement des ménages. Après avoir fléchi l'an dernier, l'activité sur le marché de l'habitation s'est intensifiée du fait de la baisse des taux hypothécaires, de la croissance de la population et de la forte création d'emplois. Le crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité devrait augmenter de 3,8 % en 2019 et de 2,8 % en 2020, tandis que la demande de prêts hypothécaires résidentiels devrait augmenter d'environ 3,2 % au cours des mêmes périodes. Le taux d'investissement des entreprises devrait demeurer modeste, le soutien provenant des incitatifs fiscaux étant compensé par l'incertitude teintant les politiques commerciales, notamment le retard de la ratification de l'accord commercial nord-américain (ACEUM). Les prêts aux entreprises devraient augmenter de 9,4 % en 2019 et de 5,2 % en 2020, ce qui représente une baisse par rapport au rythme soutenu des trois années précédentes. Malgré le concours d'un affaiblissement de la monnaie, la croissance des exportations devrait fléchir en raison d'un ralentissement de la demande mondiale. La Banque du Canada devrait maintenir son principal taux directeur à 1,75 % cette année, mais elle pourrait abaisser les taux si l'affrontement commercial entre les États-Unis et la Chine s'intensifie et affaiblit davantage l'économie mondiale et les prix du pétrole. La sortie éventuelle du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) ne devrait pas avoir d'incidence négative importante sur l'économie nord-américaine, même si elle risque de perturber des marchés financiers mondiaux déjà nerveux.

Après un début d'année énergique, l'économie américaine a ralenti en raison de politiques budgétaires et monétaires moins favorables et de l'incertitude croissante visant les politiques commerciales. Le PIB réel devrait fléchir, pour passer à 2,3 % en 2019, alors qu'il se chiffrait à 2,9 % l'an dernier, avant de s'établir à 1,8 % en 2020. La faiblesse de l'économie devrait faire grimper légèrement le taux de chômage, qui se situait à son plus bas niveau depuis un demi-siècle. Soutenues par une augmentation des revenus et par des coûts du service de la dette peu élevés, les dépenses de consommation devraient progresser de 2,5 % en 2019 et de 2,3 % en 2020, ce qui favorisera une croissance du crédit à la consommation d'environ 3 % à l'échelle du secteur d'activité au cours de la prochaine année. Bien que l'activité sur le marché de l'habitation ait ralenti, les récentes baisses des taux hypothécaires devraient favoriser une hausse de 3,6 % de la demande de prêts hypothécaires résidentiels cette année et de 3,8 % l'an prochain. Le taux d'investissement des entreprises devrait ralentir, pour s'établir à 3,0 % en 2019 et à 1,8 % en 2020, en raison de la diminution du soutien apporté par les réformes fiscales et des restrictions accrues engendrées par les politiques commerciales protectionnistes, ce qui pourrait se traduire par un ralentissement du crédit aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité de 4,4 % en 2020. Après avoir abaissé son principal taux directeur pour la première fois en dix ans en juillet, la Réserve fédérale devrait le réduire encore deux fois cette année pour soutenir l'expansion. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques sont liés à un accroissement du protectionnisme commercial mondial. Les États-Unis ont récemment annoncé de nouveaux tarifs douaniers visant la Chine et envisagent également d'imposer des droits sur les automobiles importées de pays autres que l'Amérique du Nord.

Le taux de croissance économique moyen dans les huit États où BMO offre des services aux particuliers et aux entreprises (Illinois, Wisconsin, Missouri, Kansas, Indiana, Minnesota, Floride et Arizona) devrait ralentir, passant d'environ 2,4 % en 2019 à 1,9 % en 2020 en raison du ralentissement démographique dans la région du Midwest et des embûches commerciales auxquelles fait face le secteur manufacturier.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital à la page 69 du Rapport annuel de BMO pour 2018 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2019		Cumul 2019
	c. T3-2018	c. T2-2019	c. Cumul 2018
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3270	1,3270	1,3307
Période antérieure	1,3032	1,3299	1,2821
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	21	(3)	121
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	13	(1)	83
Augmentation (diminution) des revenus	34	(4)	204
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	(5)
Diminution (augmentation) des charges	(23)	3	(144)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat 1)	(2)	-	(36)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable 1)	8	(1)	19
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	0,01	-	0,03
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	21	(3)	121
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	13	(1)	83
Augmentation (diminution) des revenus	34	(4)	204
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	(5)
Diminution (augmentation) des charges	(23)	3	(140)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	-	(13)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	8	(1)	46
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	0,01	-	0,07

1) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Les résultats reflètent l'incidence de la réévaluation de change sur la charge d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 557 millions de dollars, en hausse de 20 millions, ou de 1 %, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 582 millions, en hausse de 16 millions, ou de 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA, établi à 2,34 \$, a progressé de 0,03 \$, ou de 1 %, et le BPA ajusté, établi à 2,38 \$, a augmenté de 0,02 \$, ou de 1 %, en regard du même trimestre un an plus tôt.

Le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux et de Services bancaires PE a progressé, ceux-ci ayant dégagé un bon rendement au chapitre des revenus, contrebalancé par une baisse enregistrée par la Gestion de patrimoine. La perte nette des Services d'entreprise a diminué par rapport à l'an dernier. Les résultats tiennent compte d'une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances des Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable a augmenté de 60 millions de dollars, ou de 4 % sur une base comptable et une base ajustée par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Tant le BPA comptable que le BPA ajusté ont augmenté de 0,08 \$, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ajustés reflètent la hausse du bénéfice net de BMO Marchés des capitaux et de PE Canada, compensée par le recul du bénéfice net de la Gestion de patrimoine et de PE États-Unis. La perte nette des Services d'entreprise a fléchi par rapport au trimestre précédent. Les résultats tiennent compte de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net comptable s'est situé à 4 564 millions de dollars, en hausse de 808 millions, ou de 22 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 4 642 millions, en hausse de 191 millions, ou de 4 %, ou encore de 3 % exclusion faite des répercussions du raffermissement du dollar américain. Le BPA comptable s'est établi à 6,88 \$ et a progressé de 1,28 \$, ou de 23 %, alors que le BPA ajusté s'est situé à 7,00 \$, en hausse de 0,33 \$, ou de 5 %. Le bénéfice net ajusté de l'exercice précédent ne tient pas compte d'une charge qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis au premier trimestre, d'une charge de restructuration inscrite au deuxième trimestre, ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes.

Le bénéfice net ajusté reflète le bon rendement au chapitre des revenus des Services bancaires PE, particulièrement de PE États-Unis, contrebalancé en partie par le recul du bénéfice net de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux. La perte nette des Services d'entreprise a reculé.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Les revenus, établis à 6 666 millions de dollars, ont progressé de 872 millions, ou de 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 779 millions, ont augmenté de 254 millions, ou de 5 %, ou encore de 4 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

La hausse des revenus reflète le bon rendement des Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux, en partie contré par le recul des revenus de la Gestion de patrimoine, du fait principalement de la diminution des revenus d'assurance.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 3 217 millions de dollars, ont augmenté de 335 millions, ou de 12 %, ou encore de 11 % en excluant l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus nets d'intérêts, déduction faite des revenus de négociation de 2 978 millions, ont augmenté de 253 millions, ou de 9 %, en raison principalement de la hausse des soldes des prêts et des dépôts enregistrée par tous les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen, établi à 763,3 milliards de dollars, a progressé de 71,2 milliards, ou de 10 %, ou encore de 66,4 milliards, ou de 10 % en excluant l'incidence du raffermissement du dollar américain. Cette progression est attribuable à l'augmentation des prêts, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est accrue de 2 points de base, en raison essentiellement de l'accroissement des marges de PE Canada. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 1 point de base, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge, en partie compensée par l'accroissement des marges de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 562 millions de dollars, a reculé de 81 millions, ou de 3 %, ou encore de 4 % si l'on ne tient pas compte de l'appréciation du dollar américain, ce qui s'explique par la baisse des revenus de négociation, des revenus d'assurance et des revenus tirés des fonds d'investissement, en partie compensée par la hausse des revenus générés par les commissions sur les prêts et des profits sur titres.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 562 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui a fait augmenter la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude comparativement à la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours de l'exercice précédent, et de l'augmentation des ventes de rentes, facteurs en partie compensés par l'incidence positive du raffermissement des marchés boursiers au cours de l'exercice précédent. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont constitués essentiellement des actifs à revenu fixe et de certains actifs sous forme de titres de participation. Ces placements sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur et des ventes de rentes est en grande partie contrebalancée par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 12. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Les revenus ont progressé de 453 millions de dollars, ou de 7 %, et les revenus nets ont affiché une croissance de 127 millions, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ont découlé de la croissance des revenus des Services bancaires PE, ce qui comprend l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, en partie compensée par la diminution des revenus enregistrée par la Gestion de patrimoine et par BMO Marchés des capitaux. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté par rapport au trimestre précédent.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 82 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, ont augmenté de 160 millions, ou de 6 %, en raison surtout de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre et de la hausse des soldes des prêts.

L'actif productif moyen, établi à 763,3 milliards de dollars, a progressé de 14,1 milliards, ou de 2 %, en raison de la croissance des prêts et de l'augmentation des titres pris en pension ou empruntés, facteurs contrés en partie par la baisse de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 5 points de base, en raison principalement de la diminution des revenus nets d'intérêts générés par les activités de négociation et du repli de la marge de PE États-Unis. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts a baissé de 1 point de base en raison essentiellement du rétrécissement des marges de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 45 millions de dollars, ou de 2 %, du fait de la hausse des profits sur titres et des revenus générés par les commissions sur les prêts, en partie contrée par le recul des revenus d'assurance.

1) En date du premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 279 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des ventes de rentes et de la baisse plus prononcée des taux d'intérêt à long terme qui a fait augmenter la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude comparativement au trimestre précédent, facteurs en partie contrés par l'incidence du raffermissement des marchés boursiers au cours du trimestre précédent. La hausse des revenus d'assurance a été essentiellement compensée par l'augmentation des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Les revenus comptables, établis à 19 396 millions de dollars, ont augmenté de 2 384 millions, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier. Sur une base nette, les revenus, établis à 17 022 millions, ont progressé de 972 millions, ou de 6 %, ou encore de 5 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les résultats reflètent le bon rendement au chapitre des revenus dégagé par les Services bancaires PE et par BMO Marchés des capitaux, en partie compensés par une baisse des revenus de la Gestion de patrimoine du fait de la diminution des revenus d'assurance. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté par rapport à l'an dernier.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 9 524 millions de dollars, ont augmenté de 1 101 millions, ou de 13 %, ou encore de 978 millions, ou de 11 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Compte non tenu des activités de négociation, les revenus nets d'intérêts, établis à 8 686 millions, ont progressé de 733 millions, ou de 9 %, ou encore de 616 millions, ou de 8 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison essentiellement de la hausse des soldes des prêts et des dépôts pour tous les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen, établi à 752,3 milliards de dollars, a progressé de 79,0 milliards, ou de 12 %, ou encore de 69,5 milliards, ou de 10 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison de la croissance des prêts, de l'augmentation des valeurs mobilières, et de l'augmentation des titres pris en pension ou empruntés. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 2 points de base, en raison principalement de l'élargissement des marges de PE Canada. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts de BMO s'est contractée de 4 points de base, en raison surtout de l'augmentation des volumes d'actifs de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge, facteur en partie compensé par l'élargissement des marges de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 7 498 millions de dollars, a baissé de 129 millions, ou de 2 %, ou encore de 3 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation, en partie contrée par la hausse des revenus générés par les commissions sur les prêts.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 306 millions de dollars, a augmenté de 120 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est situé à 28 points de base, comparativement à 19 points de base il y a un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 66 millions, passant de 177 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 243 millions, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour PE Canada. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 22 points de base, contre 18 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions pour le trimestre à l'étude est attribuable à la croissance du portefeuille, à des perspectives économiques en demi-teinte et à une migration négative. La hausse sur un an de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs découle de la migration négative au cours du trimestre à l'étude, alors qu'il y avait eu une migration positive l'an dernier, et de la hausse des dotations pour le trimestre comparativement à l'an dernier du fait de la croissance des soldes.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 130 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 28 points de base, comparativement à 16 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 93 millions, pour s'établir à 243 millions, en raison d'une augmentation des dotations enregistrées pour PE Canada et PE États-Unis du fait principalement d'un recouvrement sur un prêt aux entreprises au cours du trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 22 points de base, contre 14 points de base au trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 63 millions a été inscrite au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions enregistrée au trimestre précédent. La majeure partie de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs pour le trimestre à l'étude en regard du trimestre précédent est attribuable à l'incidence des prévisions économiques ainsi qu'à la croissance et à la migration.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 619 millions de dollars, a augmenté de 132 millions par rapport à l'an dernier. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est situé à 19 points de base, comparativement à 17 points de base l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux est demeurée relativement inchangée par rapport à il y a un an du fait de la diminution des dotations pour PE États-Unis, laquelle découle des recouvrements enregistrés pour la période de neuf mois à l'étude, en grande partie compensés par une augmentation des dotations pour PE Canada et une dotation pour BMO Marchés des capitaux comparativement à un recouvrement net pour l'exercice précédent. Le ratio de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 16 points de base, contre 18 points de base l'an dernier. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 99 millions a été enregistrée au cours de la période de neuf mois à l'étude du fait de la croissance du portefeuille, des prévisions économiques en demi-teinte et d'une modification de la pondération des scénarios. L'an dernier, un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 36 millions s'est rajouté à l'augmentation d'un exercice à l'autre, en raison essentiellement du ralentissement des prévisions économiques au cours de l'exercice considéré, alors qu'elles étaient plus favorables lors de l'exercice précédent.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T3-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	174	61	235	-	7	1	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	30	37	67	(2)	3	(5)	63
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	204	98	302	(2)	10	(4)	306
T2-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	18	140	(1)	12	(1)	150
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	16	5	21	1	3	1	26
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	138	23	161	-	15	-	176
T3-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	120	54	174	2	3	(2)	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	17	(14)	3	2	4	-	9
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	137	40	177	4	7	(2)	186
Cumul 2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	410	94	504	1	20	(5)	520
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	52	33	85	(1)	20	(5)	99
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	462	127	589	-	40	(10)	619
Cumul 2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	348	197	545	4	(14)	(12)	523
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	18	(56)	(38)	(1)	3	-	(36)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	366	141	507	3	(11)	(12)	487

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,28	0,16	0,19	0,19	0,17
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,22	0,14	0,18	0,16	0,18

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) était de 2 432 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en hausse par rapport à 2 076 millions pour l'exercice précédent, la plus forte hausse des prêts douteux ayant été enregistrée dans les secteurs pétrolier et gazier. Le SBPD a augmenté de 97 millions en regard de celui de 2 335 millions constaté au deuxième trimestre de 2019.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 679 millions de dollars, en baisse par rapport à 741 millions au deuxième trimestre de 2019 et en hausse par rapport à 522 millions pour l'exercice précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
SBPD à l'ouverture de la période	2 335	2 019	2 152	1 936	2 220
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	679	741	522	1 887	1 635
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(132)	(127)	(151)	(384)	(520)
Remboursements, montant net	(232)	(212)	(322)	(581)	(837)
Montants sortis du bilan	(138)	(112)	(140)	(369)	(424)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(57)	-	-	(57)	(6)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(23)	26	15	-	8
SBPD à la clôture de la période	2 432	2 335	2 076	2 432	2 076
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,55	0,53	0,53	0,55	0,53

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 887 millions de dollars au troisième trimestre de 2019, en hausse de 618 millions par rapport au montant de 269 millions inscrit au troisième trimestre de 2018, en raison de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui a entraîné la hausse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours de l'exercice, comparativement à une relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours de l'exercice précédent, d'une augmentation des ventes de rentes et d'un montant élevé de sinistres liés à la réassurance, facteurs en partie compensés par l'incidence du regain des marchés boursiers au cours de l'exercice précédent.

Les SCVPI ont augmenté de 326 millions par rapport au montant de 561 millions inscrit au deuxième trimestre de 2019, en raison de l'incidence de l'augmentation des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude et de la baisse plus prononcée des taux d'intérêt à long terme qui a fait croître la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude comparativement au trimestre précédent, facteurs contrés en partie par l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre précédent. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 491 millions de dollars, ont augmenté de 132 millions, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 459 millions, ont augmenté de 136 millions, ou de 4 %, ou encore de 3 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, ce qui reflète essentiellement la hausse des frais liés au personnel, y compris l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha, et l'augmentation des coûts liés aux technologies au cours du trimestre à l'étude. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont toutes deux reculé de 104 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison d'une charge au titre des indemnités de départ enregistrée pour BMO Marchés des capitaux au cours de l'exercice précédent et d'une diminution des frais non liés au personnel, facteurs en partie compensés par l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 359 millions de dollars, ou de 3 %, pour la période de neuf mois considérée, comparativement à la même période de l'exercice précédent et les charges autres que d'intérêts ajustés ont progressé de 619 millions, ou de 6 %, ou encore de 5 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais liés au personnel, y compris la charge au titre des indemnités de départ et l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha, et à la hausse des coûts liés aux technologies au cours de l'exercice. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration inscrite au deuxième trimestre de l'exercice précédent ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de 0,7 %, comparativement à 3,6 % à l'exercice précédent. Le levier d'exploitation ajusté s'est situé à 0,5 %, comparativement à 3,0 % un an plus tôt.

Le ratio d'efficience comptable s'est établi à 52,4 %, contre 58,0 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 60,4 %, comparativement à 60,8 % l'an dernier. Après ajustement, le ratio d'efficience s'est établi à 51,9 %, contre 57,4 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 59,9 %, comparativement à 60,1 % il y a un an.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 425 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 18 millions par rapport au troisième trimestre de 2018 et une hausse de 41 millions par rapport au deuxième trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif s'est élevé à 21,5 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 22,4 % pour l'exercice précédent et à 20,4 % pour le deuxième trimestre de 2019.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 432 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 18 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent et une hausse de 41 millions comparativement au deuxième trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 21,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 22,4 % un an plus tôt et 20,5 % au deuxième trimestre de 2019. La diminution du taux d'impôt ajusté et du taux d'impôt comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du troisième trimestre de 2018 est principalement attribuable aux changements dans la composition des résultats. L'augmentation du taux d'impôt ajusté et du taux d'impôt comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du deuxième trimestre de 2019 est principalement attribuable aux changements dans la composition des résultats.

Sur une base d'imposition comparable (bic), le taux d'impôt effectif comptable s'est établi à 24,3 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 24,7 % pour l'exercice précédent et à 23,6 % pour le deuxième trimestre de 2019. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 24,3 %, comparativement à 24,7 % pour l'exercice précédent et à 23,6 % pour le deuxième trimestre de 2019.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre de gestion du capital décrit à la page 69 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2019

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 juillet 2019.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté comparativement à 11,3 % à la fin du deuxième trimestre, la croissance des résultats non distribués, la baisse des déductions et d'autres variations nettes positives ayant plus que compensé la croissance des activités.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 35,7 milliards de dollars au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 34,8 milliards au 30 avril 2019, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués et de la diminution des déductions nettes, lesquelles ont été en partie contrebalancées par la baisse du cumul des autres éléments du résultat global attribuable à l'incidence des fluctuations des cours de change. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ont augmenté par rapport à 32,7 milliards au 31 octobre 2018, du fait principalement de la croissance des résultats non distribués.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 313,0 milliards de dollars au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 308,8 milliards au 30 avril 2019 en raison principalement de la croissance des activités, en partie contrée par l'incidence des fluctuations des cours de change et des changements apportés à la qualité du portefeuille. Les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté par rapport à 289,2 milliards au 31 octobre 2018, du fait de la forte croissance des activités.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 13,0 % et à 15,3 % au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à 12,7 % et à 15,0 %, respectivement, au 30 avril 2019, en raison principalement de l'émission des billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et d'autres facteurs ayant influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de catégorie 1 se sont établis respectivement à 12,9 % et à 15,2 % au 31 octobre 2018. Ces ratios au 31 juillet 2019 ont augmenté par rapport à ceux enregistrés au 31 octobre 2018 du fait principalement de la progression des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des émissions de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, facteurs largement contrebalancés par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au troisième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur comptable et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, se situait à 4,3 % au 31 juillet 2019, en hausse par rapport à celui de 4,2 % qui a été enregistré respectivement au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018, du fait de la hausse des fonds propres de catégorie 1 qui découle de la croissance des résultats distribués et des émissions de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, plus que contrebalancées par l'augmentation de l'exposition aux fin du ratio de levier résultant de la croissance des activités.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En juillet 2019, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a révisé ses exigences en matière de fonds propres en ce qui concerne le risque opérationnel des institutions de dépôts (ID). À l'heure actuelle, BMO est tenue d'appliquer la plus complexe des deux approches suivantes, soit l'approche de mesure avancée (AMA) et l'approche standard (AS) actuelle, pour les fonds propres requis au titre du risque opérationnel. Dans le cadre de la transition vers l'approche standard de Bâle III révisée, les ID qui sont actuellement autorisées à utiliser l'AMA, ce qui est le cas de BMO, seront tenues d'effectuer leur déclaration en utilisant l'AS actuelle à compter du premier trimestre de l'exercice 2020. Nous ne prévoyons pas que cette modification aura une incidence sur nos ratios des fonds propres. Les ID seront tenues d'effectuer leur déclaration selon l'approche standard de Bâle III révisée à compter du premier trimestre de l'exercice 2021. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de l'approche standard de Bâle III révisée.

En juin 2019, le BSIF a fixé à 2,0 % le niveau de la réserve pour stabilité intérieure, une réserve au titre du deuxième pilier applicable aux BIS¹, en hausse par rapport à celui de 1,75 %, avec prise d'effet le 31 octobre 2019. Cette augmentation reflète l'évaluation par le BSIF des vulnérabilités systémiques relevées, notamment l'endettement des consommateurs canadiens, les déséquilibres des actifs sur le marché canadien et l'endettement des institutions canadiennes. La réserve pour stabilité intérieure, qui est conforme aux fonds propres de catégorie 1, peut être fixée entre 0 % et 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques.

En avril 2019, le BSIF a publié la version finale de la ligne directrice *Limites régissant les expositions importantes à l'intention des banques canadiennes d'importance systémique intérieure (BIS)* en vue de sa mise en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2020, ce qui ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos activités.

En janvier 2019, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié des normes définitives sur les exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché (le « cadre final du risque de marché ») afin de régler les problèmes de conception et d'étalonnage du cadre de 2016 et d'apporter des précisions pour faciliter son application. Le cadre final du risque de marché devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2022, en même temps que la mise en œuvre des réformes finales de Bâle III publiées en décembre 2017. En juillet 2018, le BSIF a publié un document de travail faisant état de ses vues préliminaires sur la portée et le calendrier de mise en œuvre des réformes finales de Bâle III au Canada. Les exigences, qui devraient entrer en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2022, pourraient contribuer à faire augmenter le montant des fonds propres que nous

sommes tenus de détenir pour atténuer l'exposition au risque de marché. Nous continuons de collaborer avec le BSIF afin de finaliser l'approche de mise en œuvre nationale.

En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre les modifications de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP). Les principales modifications se rapportent à la mise en œuvre au niveau national de l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie (AS-RCC) et des révisions des exigences de fonds propres à l'égard des expositions des banques aux contreparties centrales ainsi que du cadre de titrisation. Ces modifications ont entraîné une légère augmentation du montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir. En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre la ligne directrice révisée sur les exigences relatives de levier, qui permet d'harmoniser les changements apportés à l'égard du risque de crédit lié aux contreparties et le cadre de titrisation prescrit dans la ligne directrice révisée sur les normes de fonds propres.

Le régime de recapitalisation interne des banques au Canada, y compris la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Aux termes de ce régime, la Banque est tenue de respecter les exigences cibles de la TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Les cibles sont actuellement établies d'après un ratio TLAC fondé sur les risques, soit de 23,5 % des actifs pondérés en fonction des risques (y compris la réserve pour stabilité intérieure de 2,0 %) et au ratio de levier TLAC, soit 6,75 %, que nous prévoyons atteindre aisément lorsqu'ils seront en vigueur. Depuis septembre 2018, BMO a émis pour 13,0 milliards de dollars de titres admissibles au calcul de la TLAC.

En avril 2019, la Réserve fédérale américaine a invité les intéressés à commenter les avis de projet de réglementation portant sur l'adaptation des normes de prudence pour les banques étrangères et sur la révision des exigences relatives à la planification des mesures de résolution pour les grandes banques nationales et les banques étrangères. La période d'appel à commentaires du public a pris fin le 21 juin 2019.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 108, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 112 à 114 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les NFP établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 juillet 2019
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,75 %	9,75 %	11,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,75 %	11,25 %	13,0 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,75 %	13,25 %	15,3 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,3 %

- 1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent un coussin de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS² de 1,0 % et la réserve contracyclique telle que stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au troisième trimestre de 2019). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.
- 2) Le BSIF exige des BIS² qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 1,75 % et elle augmentera à 2,0 % avec prise d'effet le 31 octobre 2019. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2019	T2-2019	T4-2018
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	45 295	44 705	41 387
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 632)	(9 929)	(8 666)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	35 663	34 776	32 721
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 348	4 690	4 790
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(217)	(219)	(291)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	5 131	4 471	4 499
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	40 794	39 247	37 220
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 070	7 140	7 017
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(75)	(79)	(121)
Fonds propres de catégorie 2	6 995	7 061	6 896
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	47 789	46 308	44 116
Actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier 4) 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	313 003	308 844	289 237
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	313 003	308 844	289 420
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	313 003	308 844	289 604
Exposition aux fins du ratio de levier	943 275	931 500	876 106
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,0	12,7	12,9
Ratio du total des fonds propres	15,3	15,0	15,2
Ratio de levier	4,3	4,2	4,2

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre certaines provisions pour pertes sur prêts.

4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice sur les NFP du BSIF. Le BSIF a révisé son approche du plancher de fonds propres avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, qui comprend le passage de l'approche standard de Bâle I à celle de Bâle II et une réduction du coefficient de rajustement du plancher.

5) La mise en œuvre graduelle du rajustement de la valeur du crédit (RVC) a été entièrement réalisée au début du premier trimestre de 2019. Les facteurs scalaires applicables aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement, pour l'exercice 2018.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Le 3 juin 2019, nous avons mis en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués sont assujettis aux approbations réglementaires et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer de tels rachats.

Au cours du trimestre à l'étude, 274 868 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 14 août 2019, BMO a annoncé les résultats de la conversion de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 (actions privilégiées de série 29). Pendant la période de conversion, qui a eu lieu du 26 juillet 2019 au 12 août 2019, 223 098 actions privilégiées de série 29 ont été déposées aux fins de leur conversion en actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 30 (actions privilégiées de série 30), soit moins que le nombre minimal de 1 000 000 requis pour réaliser la conversion, comme il est indiqué dans le supplément de prospectus daté du 30 mai 2014 et visant les actions privilégiées de série 29. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 30 n'a été émise et les porteurs des actions privilégiées de série 29 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende des actions privilégiées de série 29 est de 3,624 % pour la période de cinq ans débutant le 25 août 2019 et se terminant le 24 août 2024.

Le 1^{er} août 2019, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 19 septembre 2019, la totalité de nos billets à moyen terme à 3,12 %, série H, tranche 1, d'un montant de 1 000 000 000 \$.

Le 30 juillet 2019, nous avons réalisé la première émission visant des billets subordonnés de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à taux fixe de 4,80 % rajustable et à intérêt non cumulatif d'un montant de 500 millions de dollars américains (FPUNV).

Le 15 mai 2019, BMO a annoncé les résultats de la conversion de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 (actions privilégiées de série 27). Pendant la période de conversion, qui a eu lieu du 25 avril 2019 au 10 mai 2019, 412 564 actions privilégiées de série 27 ont été déposées aux fins de leur conversion en actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 28 (actions privilégiées de série 28), soit moins que le nombre minimal de 1 000 000 requis pour réaliser la conversion, comme il est indiqué dans le supplément de prospectus daté du 16 avril 2014 et visant les actions privilégiées de série 27. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 28 n'a été émise et les porteurs des actions privilégiées de série 27 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende des actions privilégiées de série 27 est de 3,852 % pour la période de cinq ans débutant le 25 mai 2019 et se terminant le 24 mai 2024.

Le 17 avril 2019, nous avons procédé à un appel public à l'épargne au pays visant 350 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 46.

Le 31 décembre 2018, Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – Série A émis et en circulation, à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$, pour un montant global de 450 millions de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de remboursement, exclusion faite de celle-ci.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur des FPUNV, nos instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,11 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 31 juillet 2019	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	639,0
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Série 44	400 \$
Série 46	350 \$
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	500 \$ US
Billets à moyen terme 1)	
Série H – tranche 1	1 000 \$
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	3,7
Droits non acquis	2,6

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 181 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 59, et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 182 du Rapport annuel de BMO pour 2018, traitent en détail du capital social. La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 59, comporte des renseignements détaillés sur les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires.

Dividendes

Le 27 août 2019, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,03 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,07 \$ par action, ou 7 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende doit être versé le 26 novembre 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} novembre 2019. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2019.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

La Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), en date du 1^{er} novembre 2018 et a choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, lorsque des clients nous remboursent certains débours engagés en leur nom, nous comptabilisons ce remboursement dans les revenus. Ces remboursements étaient auparavant portés en diminution de la dépense correspondante.

Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés des revenus autres que d'intérêts aux revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 565	2 442	2 396	7 499	6 953
Revenus autres que d'intérêts 1)	848	795	812	2 443	2 364
Total des revenus (bic) 1)	3 413	3 237	3 208	9 942	9 317
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	235	140	174	504	545
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	67	21	3	85	(38)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	302	161	177	589	507
Charges autres que d'intérêts 1)	1 774	1 727	1 704	5 230	4 971
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 337	1 349	1 327	4 123	3 839
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	321	328	322	995	942
Bénéfice net comptable	1 016	1 021	1 005	3 128	2 897
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	12	11	12	34	35
Bénéfice net ajusté	1 028	1 032	1 017	3 162	2 932
Croissance du bénéfice net (%)	1,1	9,0	14,5	8,0	10,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	1,1	8,9	14,2	7,9	10,0
Croissance des revenus (%)	6,4	6,6	7,1	6,7	4,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,1	6,6	4,8	5,2	3,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,2	6,7	4,9	5,3	3,3
Rendement des capitaux propres (%)	16,4	17,6	18,5	17,4	18,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,6	17,8	18,7	17,6	18,6
Levier d'exploitation (bic) (%)	2,3	–	2,3	1,5	1,6
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	2,2	(0,1)	2,2	1,4	1,5
Ratio d'efficience (bic) (%)	52,0	53,4	53,2	52,6	53,4
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	51,5	52,9	52,7	52,2	52,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,94	2,96	2,97	2,96	2,96
Actif productif moyen	346 301	338 178	319 954	338 588	313 780
Solde moyen brut des prêts et acceptations	355 478	346 240	325 545	346 684	318 516
Solde moyen net des prêts et acceptations	353 873	344 666	323 984	345 104	317 019
Solde moyen des dépôts	283 924	276 391	251 671	277 773	247 396

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 15 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019, de 14 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 15 millions pour le troisième trimestre de 2018, de 44 millions pour les neuf premiers mois de 2019 et de 45 millions pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 016 millions de dollars et, après ajustement, il s'est établi à 1 028 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 1 % comparativement à l'an dernier, soit relativement stables, exclusion faite des répercussions de l'appréciation du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts	1 498	1 407	1 402	4 338	4 120
Revenus autres que d'intérêts 1)	550	514	532	1 585	1 547
Total des revenus 1)	2 048	1 921	1 934	5 923	5 667
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	174	122	120	410	348
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	30	16	17	52	18
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	204	138	137	462	366
Charges autres que d'intérêts 1)	970	952	932	2 883	2 779
Bénéfice avant impôts sur le résultat	874	831	865	2 578	2 522
Charge d'impôts sur le résultat	226	216	224	668	647
Bénéfice net comptable	648	615	641	1 910	1 875
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	-	-	2	1
Bénéfice net ajusté	649	615	641	1 912	1 876
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 273	1 211	1 242	3 704	3 677
Revenus des services bancaires aux entreprises	775	710	692	2 219	1 990
Croissance du bénéfice net (%)	1,1	4,5	4,9	1,9	(0,3)
Croissance des revenus (%)	5,9	4,9	5,6	4,5	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,0	4,7	4,7	3,7	5,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,0	4,7	4,7	3,7	5,3
Rendement des capitaux propres (%)	26,3	26,8	30,4	26,9	30,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	26,3	26,8	30,5	26,9	30,3
Levier d'exploitation (%)	1,9	0,2	0,9	0,8	(2,0)
Levier d'exploitation ajusté (%)	1,9	0,2	0,9	0,8	(2,0)
Ratio d'efficacité (%)	47,3	49,6	48,2	48,7	49,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,65	2,61	2,60	2,63	2,60
Actif productif moyen	224 073	220 624	213 829	220 874	212 183
Solde moyen brut des prêts et acceptations	239 310	234 853	224 799	234 950	222 384
Solde moyen net des prêts et acceptations	238 434	233 976	223 936	234 078	221 529
Solde moyen des dépôts	177 093	171 151	159 818	172 142	158 472

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 1 million de dollars pour le troisième trimestre de 2019, de néant à la fois pour le deuxième trimestre de 2019 et pour le troisième trimestre de 2018, de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2019 et de 1 million pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 648 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 7 millions, ou de 1 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 649 millions, ce qui correspond à une hausse de 8 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en bonne partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Les revenus ont grimpé de 114 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier pour s'établir à 2 048 millions, grâce à la progression des soldes des produits, à une hausse des revenus autres que d'intérêts et à l'amélioration des marges. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,65 %, a progressé de 5 points de base en raison d'une hausse des taux, incluant l'effet bénéfique de l'élargissement du taux préférentiel au taux des acceptations bancaires, et d'une combinaison des produits favorable.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 31 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'augmentation des soldes des produits et de l'amélioration des marges, qui ont été en partie annulées par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 83 millions, ou de 12 %, en raison principalement d'une hausse des soldes des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 67 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 204 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 54 millions, pour s'établir à 174 millions à cause d'une hausse de la dotation à la provision des prêts aux particuliers et de la dotation à la provision pour prêts aux entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 30 millions au cours du trimestre considéré, contre une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 17 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 38 millions de dollars, ou de 4 %, pour atteindre 970 millions, ce qui reflète les investissements dans les activités, notamment les investissements dans les technologies et dans notre force de vente.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 14,5 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 239,3 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 2 %, ce qui est le résultat d'un accroissement de 4 % des prêts hypothécaires exclusifs à la Banque, et des marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 16 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 17,3 milliards, ou de 11 %, et s'est chiffré à 177,1 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 12 % et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 9 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a augmenté de 33 millions de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 648 millions et le bénéfice net ajusté a augmenté de 34 millions, ou de 6 %, pour se chiffrer à 649 millions.

Les revenus ont progressé de 127 millions de dollars, ou de 7 %, en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, d'une hausse des soldes des produits et d'une augmentation des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,65 %, a progressé de 4 points de base en raison d'une amélioration des marges sur les produits de prêt, incluant l'effet bénéfique de l'élargissement du taux préférentiel au taux des acceptations bancaires, et d'une combinaison des produits favorable.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 62 millions de dollars, ou de 5 %, à cause essentiellement du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours, de la hausse des soldes des produits, de l'amélioration des marges et d'une hausse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 65 millions, ou de 9 %, en raison essentiellement d'une hausse des revenus autres que d'intérêts, du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours et d'une hausse des soldes des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 66 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 52 millions à cause de l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises au cours du trimestre considéré. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 30 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 16 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2 %, en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou de 2 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 5,9 milliards, ou de 3 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net comptable s'est situé à 1 910 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 35 millions, ou de 2 %, et le bénéfice net ajusté, à 1 912 millions, ce qui représente une hausse de 36 millions, ou de 2 %, sur un an.

Les revenus se sont accrues de 256 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier pour s'établir à 5 923 millions en raison surtout d'une hausse des soldes de la plupart des produits, d'une augmentation des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges. Les revenus de l'exercice précédent incluaient un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,63 %, a progressé de 3 points de base en raison d'une combinaison des produits favorable et de l'effet bénéfique d'une hausse des taux.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont enregistré une hausse de 27 millions de dollars, ou de 1 %, qui s'explique principalement par l'augmentation des soldes de la plupart des produits, qui a été contrebalancée en partie par une baisse des revenus autres que d'intérêts, y compris par un profit comptabilisé l'an dernier. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 229 millions, ou de 11 %, en raison de l'augmentation des soldes des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 96 millions de dollars pour se fixer à 462 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 62 millions pour se situer à 410 millions en raison principalement de l'augmentation des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 52 millions a été comptabilisée pour la période de neuf mois considérée, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 18 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 104 millions de dollars, ou de 4 %, pour se fixer à 2 883 millions, ce qui tient compte des investissements dans les activités, tout particulièrement dans notre force de vente et dans les technologies, ce qui a été atténué par les réserves réglementaires de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 12,6 milliards de dollars, ou de 6 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 13,7 milliards, ou de 9 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	804	779	762	2 376	2 209
Revenus autres que d'intérêts 1)	225	211	214	645	637
Total des revenus (bic) 1)	1 029	990	976	3 021	2 846
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	45	13	42	70	155
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	28	4	(11)	25	(45)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	73	17	31	95	110
Charges autres que d'intérêts 1)	606	583	593	1 764	1 709
Bénéfice avant impôts sur le résultat	350	390	352	1 162	1 027
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	73	84	73	247	230
Bénéfice net comptable	277	306	279	915	797
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	8	8	9	24	26
Bénéfice net ajusté	285	314	288	939	823
Revenus des services bancaires aux particuliers	348	335	326	1 024	929
Revenus des services bancaires aux entreprises	681	655	650	1 997	1 917
Croissance du bénéfice net (%)	(0,6)	12,7	35,8	14,8	40,9
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(0,8)	12,1	34,2	14,1	38,9
Croissance des revenus (%)	5,3	5,5	8,8	6,1	10,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,3	5,4	4,4	3,2	3,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,5	5,7	4,7	3,4	3,9
Rendement des capitaux propres (%)	9,8	11,6	10,9	11,2	10,7
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	10,1	11,9	11,3	11,5	11,0
Lever d'exploitation (bic) (%)	3,0	0,1	4,4	2,9	6,8
Lever d'exploitation ajusté (bic) (%)	2,8	(0,2)	4,1	2,7	6,6
Ratio d'efficience (bic) (%)	59,0	58,9	60,7	58,4	60,0
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	57,9	57,8	59,5	57,4	58,8
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,46	3,61	3,71	3,59	3,73
Actif productif moyen	92 116	88 389	81 428	88 469	79 217
Solde moyen brut des prêts et acceptations	87 549	83 750	77 301	83 975	74 954
Solde moyen net des prêts et acceptations	87 000	83 225	76 765	83 442	74 454
Solde moyen des dépôts	80 520	79 131	70 478	79 383	69 341

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 067	1 035	994	3 161	2 833
Revenus autres que d'intérêts 1)	298	281	280	858	817
Total des revenus (bic) 1)	1 365	1 316	1 274	4 019	3 650
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	61	18	54	94	197
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	37	5	(14)	33	(56)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	98	23	40	127	141
Charges autres que d'intérêts 1)	804	775	772	2 347	2 192
Bénéfice avant impôts sur le résultat	463	518	462	1 545	1 317
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	95	112	98	327	295
Bénéfice net comptable	368	406	364	1 218	1 022
Bénéfice net ajusté	379	417	376	1 250	1 056
Croissance du bénéfice net (%)	1,2	16,6	36,4	19,2	36,7
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	1,0	16,0	34,8	18,6	34,8
Croissance des revenus (%)	7,2	9,1	9,3	10,1	7,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,2	9,0	5,0	7,1	0,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,3	9,3	5,2	7,3	0,8
Actif productif moyen	122 228	117 554	106 125	117 714	101 597
Solde moyen brut des prêts et acceptations	116 168	111 387	100 746	111 734	96 132
Solde moyen net des prêts et acceptations	115 439	110 690	100 048	111 026	95 490
Solde moyen des dépôts	106 831	105 240	91 853	105 631	88 924

- 1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.
- 2) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2019, de 11 millions de dollars américains à la fois pour le deuxième trimestre de 2019 et le troisième trimestre de 2018, de 32 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2019 et de 34 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est accru de 4 millions de dollars, ou de 1 %, pour s'établir à 368 millions et, après ajustement, il a atteint 379 millions, ayant progressé de 3 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 277 millions de dollars, comparativement à 279 millions à l'exercice précédent et, après ajustement, il a atteint 285 millions, par rapport à 288 millions l'an dernier, les solides revenus ayant été contrebalancés par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et une hausse des charges.

Les revenus ont augmenté de 53 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 029 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'augmentation des volumes de prêts et des dépôts, déduction faite d'une compression de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 25 points de base, pour s'établir à 3,46 %, principalement du fait de la compression des marges sur les prêts et des changements dans la combinaison de produits de dépôt, déduction faite de l'amélioration des marges sur les produits de dépôt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 7 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 31 millions, ou de 5 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes de prêts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts, et des revenus plus élevés tirés des dépôts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 73 millions de dollars, ayant augmenté de 42 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 3 millions pour s'établir à 45 millions en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 28 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 11 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts et les charges autres que d'intérêts après ajustement se sont toutes deux accrues de 13 millions de dollars, ou de 2 %, pour se fixer respectivement à 606 millions et à 595 millions, ce qui est attribuable essentiellement à la hausse des investissements dans les technologies et des coûts liés au personnel, laquelle a été atténuée par l'incidence de facteurs non récurrents plus élevés de l'exercice précédent et par une baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 10,2 milliards de dollars, ou de 13 %, sur un an, pour s'établir à 87,5 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 16 % et la croissance de 4 % des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 10,0 milliards, ou de 14 %, sur un an pour s'établir à 80,5 milliards, auquel s'ajoute un accroissement de 19 % des volumes de dépôts des entreprises et de 11 % des volumes des dépôts des particuliers.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 368 millions de dollars, comparativement à 406 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 379 millions, par rapport à 417 millions au trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont diminué de 29 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, compensée par le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus.

Les revenus ont augmenté de 39 millions de dollars, ou de 4 %, en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours, de la hausse des soldes des prêts et des revenus de commissions, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 15 points de base pour atteindre 3,46 % du fait de la hausse des coûts des dépôts, de la compression des marges sur les prêts et des prêts qui se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 4 %, et ceux des services bancaires aux entreprises, de 26 millions, ou de 4 %, en raison essentiellement du fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 56 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 32 millions, ce qui s'explique en grande partie par un recouvrement sur un prêt aux entreprises au trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 28 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 4 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont toutes deux accrues de 23 millions de dollars, ou de 4 %, s'établissant respectivement à 606 millions et à 595 millions, ce qui s'explique surtout par le fait que le trimestre à l'étude comptait plus de jours et par la hausse des coûts liés au personnel et des investissements dans les technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 3,8 milliards de dollars, ou de 5 %, par suite de l'augmentation des soldes de prêts aux entreprises et aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 1,4 milliard, ou de 2 %, par suite de l'accroissement des soldes des dépôts des entreprises et des particuliers.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 196 millions de dollars, ou de 19 %, pour se fixer à 1 218 millions et le bénéfice net ajusté a progressé de 194 millions, ou de 19 %, pour se fixer à 1 250 millions, en regard de l'an dernier. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable, qui s'est établi à 915 millions de dollars, a augmenté de 118 millions, ou de 15 %, et le bénéfice net ajusté, qui s'est établi à 939 millions, a augmenté de 116 millions, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier, cette augmentation étant attribuable surtout aux solides revenus qui ont été annulés en partie par une hausse des charges.

Les revenus se sont accrus de 175 millions de dollars, ou de 6 %, pour se situer à 3 021 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'accroissement des revenus tirés des dépôts et à l'augmentation des soldes de prêts, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 14 points de base pour s'établir à 3,59 % en raison de la compression des marges sur les prêts et des changements dans la combinaison de produits de dépôt, déduction faite de l'amélioration des marges sur les produits de dépôt et de l'incidence de l'accroissement plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 95 millions de dollars, ou de 10 %, en raison essentiellement de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 80 millions, ou de 4 %, par suite surtout de l'augmentation des soldes de prêts et des revenus tirés des dépôts, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 15 millions de dollars pour se fixer à 95 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 85 millions, en raison principalement de recouvrements au cours de la période de neuf mois considérée de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises faisant l'objet de recouvrement de dotations aux provisions. Une dotation à la provision pour pertes sur créances de 25 millions liée aux prêts productifs a été comptabilisée pour la période de neuf mois considérée, comparativement à un recouvrement de 45 millions lié aux prêts productifs pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont chiffrées à 1 764 millions de dollars, ont grimpé de 55 millions, ou de 3 %, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 1 732 millions, ce qui signifie une augmentation de 57 millions, ou de 3 %, attribuable principalement à une hausse des coûts liés au personnel et des investissements dans les technologies, laquelle a été contrebalancée dans une certaine mesure par l'incidence de facteurs non récurrents de l'exercice précédent et par une baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 9,0 milliards de dollars, ou de 12 %, sur un an pour s'établir à 84,0 milliards, stimulé par l'accroissement de 14 % des prêts aux entreprises et par l'augmentation de 3 % des soldes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts, qui s'est élevé à 79,4 milliards a augmenté de 10,0 milliards, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier, ce qui est attribuable à l'augmentation de 18 % des soldes de dépôts des entreprises et de 12 % des volumes de dépôts des particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts	237	230	212	699	616
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 876	1 612	1 328	5 396	4 114
Total des revenus 1)	2 113	1 842	1 540	6 095	4 730
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	887	561	269	2 374	962
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 226	1 281	1 271	3 721	3 768
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	-	(1)	2	1	4
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	1	2	(1)	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(2)	-	4	-	3
Charges autres que d'intérêts 1)	885	882	876	2 662	2 633
Bénéfice avant impôts sur le résultat	343	399	391	1 059	1 132
Charge d'impôts sur le résultat	94	94	100	266	279
Bénéfice net comptable	249	305	291	793	853
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	8	10	10	28	31
Bénéfice net ajusté	257	315	301	821	884
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	225	226	202	625	613
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	233	236	212	653	644
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	24	79	89	168	240
Croissance du bénéfice net (%)	(14,3)	3,2	8,3	(7,0)	7,8
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(14,4)	2,8	6,5	(7,1)	5,0
Croissance des revenus (%)	37,2	16,3	6,8	28,9	4,4
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(3,6)	2,4	6,9	(1,3)	5,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,0	2,4	5,2	1,1	4,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,2	2,5	5,9	1,2	5,8
Rendement des capitaux propres (%)	15,3	19,8	18,9	16,8	19,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,9	20,4	19,5	17,4	19,9
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(4,6)	-	1,7	(2,4)	0,9
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(4,8)	(0,1)	1,0	(2,5)	(0,2)
Ratio d'efficience comptable (%)	41,9	47,9	56,9	43,7	55,7
Ratio d'efficience comptable, déduction faite des SCVPI (%)	72,2	68,8	68,9	71,5	69,9
Ratio d'efficience ajusté (%)	41,3	47,2	56,0	43,1	54,8
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	71,2	67,9	67,9	70,6	68,8
Actifs sous gestion	464 711	465 468	451 216	464 711	451 216
Actifs sous administration 3)	391 622	396 774	394 513	391 622	394 513
Actif moyen	41 891	40 402	36 595	40 345	35 375
Solde moyen brut des prêts et acceptations	24 068	23 039	20 736	23 135	19 862
Solde moyen net des prêts et acceptations	24 036	23 006	20 706	23 103	19 831
Solde moyen des dépôts	36 190	36 063	34 327	35 844	34 347

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019, de 12 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de 13 millions pour le troisième trimestre de 2018, de 36 millions pour les neuf premiers mois de 2019 et de 39 millions pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 249 millions de dollars, comparativement à 291 millions et, après ajustement, il a atteint 257 millions, comparativement à 301 millions l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 225 millions, soit une hausse de 23 millions, ou de 11 %, et, après ajustement, il a atteint 233 millions, soit une hausse de 21 millions, ou de 10 %, étant donné les revenus plus élevés en raison surtout de l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée à l'exercice précédent et de la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts, annulés en partie par le recul des revenus tirés des commissions et par des investissements choisis dans les activités. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 24 millions, contre 89 millions il y a un an, ce qui s'explique par la diminution des résultats liés à la réassurance, incluant l'incidence de la hausse des sinistres, et par l'effet défavorable des variations des marchés au cours de l'exercice considéré, alors que l'an dernier, les variations des marchés avaient eu un effet favorable.

Les revenus se sont établis à 2 113 millions de dollars, ayant progressé de 573 millions, ou de 37 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont diminué de 45 millions, ou de 4 %, pour se situer à 1 226 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 153 millions, ayant progressé de 27 millions, ou de 2 %, étant donné les revenus plus élevés tirés des dépôts et des prêts et l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée à l'exercice précédent, contrebalancés en partie par le recul des revenus tirés des commissions. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 73 millions, par rapport à 145 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts comptables, qui se sont établies à 885 millions de dollars, ont augmenté de 9 millions, ou de 1 %. Après ajustement, elles ont totalisé 874 millions, présentant ainsi une hausse de 11 millions, ou de 1 %, sur un an.

Les actifs sous gestion se sont accrus de 13,5 milliards de dollars, ou de 3 %, sur un an pour se fixer à 464,7 milliards grâce surtout au regain des marchés boursiers, annulé en partie par les fluctuations défavorables des cours de change. Les actifs sous administration ont diminué de 2,9 milliards, ou de 1 %, sur un an pour se fixer à 391,6 milliards. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 16 % et de 5 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 249 millions de dollars, comparativement à 305 millions, et le bénéfice net ajusté s'est établi à 257 millions, comparativement à 315 millions au trimestre précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine, qui s'est établi à 225 millions et, après ajustement, à 233 millions, est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, puisque l'incidence des trois jours supplémentaires a été plus que contrebalancée par le ralentissement des marchés mondiaux. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 24 millions, contre 79 millions au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des résultats liés à la réassurance, incluant l'incidence de la hausse des sinistres, et de l'effet défavorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors qu'au trimestre précédent, les variations des marchés avaient eu un effet favorable.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 55 millions de dollars, ou de 4 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 8 millions, ou de 1 %. Les revenus nets d'assurance ont reculé de 63 millions, en raison principalement des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont respectivement augmenté de 3 millions de dollars et de 4 millions.

Les actifs sous gestion ont diminué de 0,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent et les actifs sous administration ont diminué de 5,2 milliards, ou de 1 %, en raison principalement des fluctuations défavorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts a progressé de 4 % et le solde moyen des dépôts est demeuré pour l'essentiel stable comparativement au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 793 millions de dollars, contre 853 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 821 millions, contre 884 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 12 millions, ou de 2 %, pour s'établir à 625 millions et, après ajustement, il a atteint 653 millions, ce qui signifie une hausse de 9 millions, ou de 1 %, étant donné une hausse des revenus attribuable aux revenus plus élevés des dépôts et des prêts et à l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée à l'exercice précédent, contrebalancés en partie par une diminution des commissions sur le rendement lié à la gestion d'actifs et par les charges plus élevées. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 168 millions, comparativement à 240 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Les résultats reflètent la diminution des résultats liés à la réassurance, incluant l'incidence de la hausse des sinistres, et un effet défavorable des variations des marchés au cours de l'exercice considéré, alors qu'à l'exercice précédent, les variations des marchés avaient eu un effet favorable.

Les revenus se sont établis à 6 095 millions de dollars, ayant progressé de 1 365 millions, ou de 29 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 3 721 millions, contre 3 768 millions l'an dernier. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont élevés à 3 400 millions, ce qui signifie qu'il y a eu une hausse de 32 millions, ou de 1 %, en raison surtout de la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts et de l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée à l'exercice précédent, annulée en partie par la baisse des commissions sur le rendement lié à la gestion d'actifs. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 321 millions, contre 400 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable aux facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 2 662 millions de dollars, ont augmenté de 29 millions, ou de 1 %. Après ajustement, elles ont totalisé 2 626 millions, présentant ainsi une hausse de 32 millions, ou de 1 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	538	599	410	1 698	1 291
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	662	630	695	1 863	1 940
Total des revenus (bic) 1) 2)	1 200	1 229	1 105	3 561	3 231
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	7	12	3	20	(14)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	3	4	20	3
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	10	15	7	40	(11)
Charges autres que d'intérêts 2)	794	887	701	2 473	2 094
Bénéfice avant impôts sur le résultat	396	327	397	1 048	1 148
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	83	78	96	231	290
Bénéfice net comptable	313	249	301	817	858
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	2	2	8	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	3	2	-	8	-
Bénéfice net ajusté	318	253	303	833	860
Revenus du secteur Produits de négociation	665	719	639	2 016	1 911
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	535	510	466	1 545	1 320
Croissance du bénéfice net (%)	4,0	(12,8)	7,0	(4,7)	(10,6)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	5,0	(11,4)	7,5	(3,1)	(10,5)
Croissance des revenus (%)	8,6	18,0	4,9	10,2	(6,6)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	13,3	32,1	1,2	18,1	(0,5)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,8	31,3	0,9	17,3	(0,6)
Rendement des capitaux propres (%)	11,3	9,2	13,2	9,9	13,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	11,5	9,4	13,3	10,1	13,1
Levier d'exploitation (bic) (%)	(4,7)	(14,1)	3,7	(7,9)	(6,1)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(4,2)	(13,3)	4,0	(7,1)	(6,0)
Ratio d'efficacité (bic) (%)	66,1	72,1	63,4	69,4	64,8
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	65,6	71,7	63,2	68,8	64,7
Actif moyen	343 009	344 427	312 369	342 549	303 526
Solde moyen brut des prêts et acceptations	60 870	60 246	46 653	59 118	46 304
Solde moyen net des prêts et acceptations	60 771	60 168	46 590	59 037	46 237
Solde moyen des dépôts	140 403	137 974	139 051	143 760	136 617

- 1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.
- 2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha avant impôts de 3 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019, de 2 millions à la fois pour le deuxième trimestre de 2019 et pour le troisième trimestre de 2018, de 11 millions pour les neuf premiers mois de 2019 et de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Les montants avant impôts de 3 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019, de 4 millions pour le deuxième trimestre de 2019, de néant pour le troisième trimestre de 2018, de 10 millions pour les neuf premiers mois de 2019 et de 1 million pour les neuf premiers mois de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 313 millions de dollars, soit une hausse de 12 millions, ou de 4 %, et, après ajustement, il s'est situé à 318 millions, soit une hausse de 15 millions, ou de 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. Le bénéfice net reflète les solides revenus, déduction faite des charges plus élevées.

Les revenus se sont établis à 1 200 millions de dollars, ce qui correspond à une progression de 95 millions, ou de 9 %, soit de 8 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, par suite principalement de l'accroissement des revenus liés aux services bancaires aux sociétés. Les revenus du secteur Produits de négociation ont augmenté, surtout grâce à l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha, atténuée par le ralentissement des activités menées pour les clients en ce qui a trait aux activités de négociation de contrats de taux d'intérêt.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 10 millions de dollars, soit une hausse de 3 millions comparativement à il y a un an. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a elle aussi augmenté, passant de 4 millions à 7 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 3 millions pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision de 4 millions il y a un an.

Les charges autres que d'intérêts ont progressé de 93 millions de dollars, ou de 13 %, pour se situer à 794 millions, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont situées à 788 millions, ce qui correspond à une progression de 89 millions, ou de 13 %, soit 12 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. L'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha représente environ la moitié de la hausse d'un exercice à l'autre. Le reste s'explique essentiellement par la hausse des coûts liés au personnel et des autres charges.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 313 millions de dollars, en hausse de 64 millions, ou de 25 %, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 318 millions, en hausse de 65 millions, ou de 25 %, par rapport au trimestre précédent.

Les revenus ont reculé de 29 millions de dollars, ou de 2 %. Les revenus du secteur Produits de négociation ont diminué, en raison principalement de la baisse des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt, compensée en partie par la hausse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation, notamment l'incidence des deux ajustements de la juste valeur du trimestre précédent. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison de la hausse des revenus liés aux services bancaires des sociétés et des revenus de consultation, annulés en partie par la baisse des revenus liés aux activités de prise ferme de titres d'emprunt.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a inscrit une baisse de 5 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 5 millions au cours du trimestre considéré. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré; elle est donc demeurée inchangée par rapport au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 93 millions de dollars, ou de 10 %, et, après ajustement, elles ont présenté une baisse de 93 millions, ou de 11 %, principalement attribuable à l'incidence de la charge liée aux indemnités de départ de 120 millions (90 millions après impôts) inscrite au trimestre précédent, en partie annulée par la hausse des coûts liés au personnel.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 817 millions de dollars, en comparaison de 858 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 833 millions, en comparaison de 860 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, étant donné que la hausse des revenus a été plus qu'annulée par les charges plus élevées, notamment la charge liée aux indemnités de départ inscrite au deuxième trimestre de 2019, et l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont établis à 3 561 millions de dollars, ce qui correspond à une progression de 330 millions, ou de 10 %, soit de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison d'une hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés ainsi que des revenus de commissions de prise ferme et de consultation. L'accroissement des revenus générés par les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et un ajustement d'évaluation, y compris l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha, et l'accroissement des revenus générés par les activités de négociation de contrats sur produits de base ont eu des retombées positives sur les revenus du secteur Produits de négociation, lesquelles ont été atténuées par la diminution des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et la diminution des nouvelles émissions de titres de participation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 40 millions de dollars alors qu'un recouvrement de 11 millions a été inscrit pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 20 millions, alors qu'un recouvrement de 14 millions a été inscrit pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 20 millions pour la période de neuf mois considérée, contre une dotation à la provision de 3 millions pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 473 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 379 millions, ou de 18 %, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 2 452 millions, ce qui correspond à une hausse de 361 millions, ou de 17 %, soit de 15 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison essentiellement de la hausse des coûts liés au personnel, y compris l'incidence de la charge liée aux indemnités de départ inscrite au deuxième trimestre de 2019 et de l'acquisition de KGS-Alpha. Les autres charges sont elles aussi plus élevées. La charge liée aux indemnités de départ et l'acquisition de KGS-Alpha représentent environ les deux tiers de la hausse depuis le début de l'exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2019	T2-2019	T3-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(49)	(58)	(74)	(153)	(191)
Compensation sur une bic des groupes	(74)	(78)	(62)	(219)	(246)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(123)	(136)	(136)	(372)	(437)
Revenus autres que d'intérêts	63	41	77	170	171
Total des revenus (bic)	(60)	(95)	(59)	(202)	(266)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	(1)	(2)	(5)	(12)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(5)	1	-	(5)	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(4)	-	(2)	(10)	(12)
Charges autres que d'intérêts	38	99	78	278	586
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(94)	(194)	(135)	(470)	(840)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(73)	(116)	(75)	(296)	12
Bénéfice net (perte nette) comptable	(21)	(78)	(60)	(174)	(852)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	5	-	10
Coûts de restructuration 2)	-	-	-	-	192
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 3)	-	-	-	-	425
Perte nette ajustée	(21)	(78)	(55)	(174)	(225)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts.

3) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses, et l'innovation. T&O assure la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, ainsi que certains coûts d'intégration des acquisitions et de restructuration des périodes antérieures. Les résultats incluent aussi une charge découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au premier trimestre de 2018 et une charge de restructuration au cours du deuxième trimestre de 2018.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 21 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 60 millions et à une perte nette ajustée de 55 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Comparativement à l'exercice précédent, les résultats ajustés ont bénéficié de facteurs qui ont donné lieu à une réduction des charges et à une progression des revenus non établis sur une bic.

Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont chiffrées à 21 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comptable et ajustée de 78 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ont progressé grâce à la baisse des charges, qui s'explique par l'incidence d'un profit sur la vente d'un immeuble de bureaux et par la baisse des autres charges, et à la hausse des revenus non établis sur une bic, essentiellement attribuable à l'augmentation des profits sur titres au cours du trimestre considéré.

Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

La perte nette comptable s'est située à 174 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 852 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette ajustée s'est établie à 174 millions, comparativement à une perte nette ajustée de 225 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de la charge ponctuelle hors trésorerie imputable à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis, de la charge de restructuration et des coûts d'intégration des acquisitions lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une baisse des charges, y compris la diminution des frais liés au personnel, et d'une hausse des revenus non établis sur une bic. Les résultats comptables ont affiché une hausse à cause essentiellement de la charge de réévaluation et de la charge de restructuration comptabilisées pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018	T4-2017
Revenus 1)	6 666	6 213	6 517	5 893	5 794	5 580	5 638	5 614
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	887	561	926	390	269	332	361	573
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	5 779	5 652	5 591	5 503	5 525	5 248	5 277	5 041
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	243	150	127	177	177	172	174	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 2)	63	26	10	(2)	9	(12)	(33)	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	306	176	137	175	186	160	141	202
Charges autres que d'intérêts 1)	3 491	3 595	3 557	3 193	3 359	3 525	3 400	3 339
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 982	1 881	1 897	2 135	1 980	1 563	1 736	1 500
Charge d'impôts sur le résultat	425	384	387	438	443	317	763	276
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 557	1 497	1 510	1 697	1 537	1 246	973	1 224
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	2	4	13	7	2	3	15
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	23	23	24	24	22	23	21	26
Coûts de restructuration 5)	-	-	-	-	-	192	-	41
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 6)	-	-	-	-	-	-	425	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 7)	-	-	-	(203)	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 582	1 522	1 538	1 531	1 566	1 463	1 422	1 306
Bénéfice de base par action (\$)	2,34	2,27	2,28	2,58	2,32	1,87	1,43	1,81
Bénéfice dilué par action (\$)	2,34	2,26	2,28	2,58	2,31	1,86	1,43	1,81
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,38	2,30	2,32	2,32	2,36	2,20	2,12	1,94

- En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Les modifications apportées à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs aux termes de cette méthode ne sont pas considérées comme des éléments d'ajustement. La dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables pour 2018, à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- La charge de restructuration avant impôts s'est élevée à 260 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 et à 59 millions pour le quatrième trimestre de 2017. Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- Charge de réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations sur son incidence, il y a lieu de se reporter à la section Charge d'impôts sur le résultat, à la page 42 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2018.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de l'exercice 2017 et le troisième trimestre de l'exercice 2019.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des huit derniers trimestres, ce qui reflète en grande partie la croissance constante des Services bancaires PE, tandis que la fluctuation des marchés a eu des répercussions sur les groupes sensibles aux marchés boursiers.

L'avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018, la charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis du premier trimestre de l'exercice 2018, et les charges de restructuration du deuxième trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017 ont influé sur les résultats comptables. Le fait que le montant des sinistres provenant des activités de réassurance de la Gestion de patrimoine pour le quatrième trimestre de 2018 et de 2017 a été élevé a eu un effet à la fois sur les résultats comptables et les résultats ajustés. Les résultats de BMO Marchés des capitaux au deuxième trimestre de 2019 comprenaient une charge au titre des indemnités de départ.

Pendant sept des huit derniers trimestres, la croissance sur un an du bénéfice net de PE Canada s'est avérée positive, ce qui reflète en grande partie l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Au cours des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE États-Unis reflète la solide croissance des revenus attribuable à l'augmentation constante des volumes de prêts et de dépôts, et la croissance des revenus générés par les dépôts, ainsi que la bonne gestion des dépenses et l'avantage conféré par la réforme fiscale américaine. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont généralement affiché des hausses modérées imputables en grande partie à la croissance de nos activités diversifiées, incluant des revenus plus élevés tirés des dépôts et des prêts. La fluctuation des marchés a aussi eu des répercussions sur les résultats au cours des huit derniers trimestres. Les résultats liés à l'assurance fluctuent en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Les résultats de BMO Marchés des capitaux affichent une bonne croissance des revenus qui s'explique en grande partie par la performance du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et aux États-Unis. Le bénéfice net trimestriel a subi de la variabilité en raison des conditions des marchés ainsi que de la charge liée aux indemnités de départ du deuxième trimestre de 2019. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qu'elle a adopté de manière rétrospective au premier trimestre de 2019. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ainsi que les remboursements de certains débours engagés en leur nom par les clients sont présentés dans les revenus autres que d'intérêts. De plus, au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour plus d'informations sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, à la page 157 du Rapport annuel de BMO pour 2018. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

Exprimée en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO se situe dans une fourchette allant de 13 points de base à 28 points de base depuis le quatrième trimestre de 2017.

Le taux d'impôt effectif a varié, car il dépend des modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 juillet 2019, le total des actifs atteignait 839,2 milliards de dollars, ayant augmenté de 65,1 milliards en regard du 31 octobre 2018. L'appréciation du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une augmentation des actifs de 0,8 milliard, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Le solde net des prêts a augmenté de 33,5 milliards de dollars, ce qui est largement attribuable à une hausse de 28,1 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques essentiellement imputable à l'augmentation des volumes de prêts de Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont affiché une hausse de 2,7 milliards imputable à la croissance des Services bancaires PE et de la Gestion de patrimoine. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 2,4 milliards en raison de la croissance de PE Canada.

Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 21,5 milliards de dollars, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les valeurs mobilières se sont accrues de 10,6 milliards, ce qui est principalement attribuable aux activités de gestion de la trésorerie, à une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux et à l'accroissement de nos activités d'assurances. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 6,2 milliards par suite d'un accroissement au Canada des prêts aux entreprises et d'une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 4,7 milliards à cause essentiellement de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont augmenté de 1,3 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 60,2 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2018. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 0,7 milliard, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les dépôts se sont accrus de 31,9 milliards de dollars, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers pour l'ensemble des groupes d'exploitation. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 16,1 milliards, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 14,4 milliards et les dépôts de banques ont augmenté de 1,4 milliard. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 23,1 milliards et les titres vendus à découvert ont diminué de 1,5 milliard en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 6,2 milliards, portés par la croissance au Canada des soldes des prêts aux entreprises et de BMO Marchés des capitaux, dont il a déjà été question. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont augmenté de 0,6 milliard.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 4,0 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 0,8 milliard, ce qui tient compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. La diminution des actifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur titres de participation et des contrats sur produits de base, partiellement annulée par la hausse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt. La diminution des passifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt, partiellement compensée par la hausse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base et des contrats sur titres de participation.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4,9 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2018. Les résultats non distribués ont augmenté de 2,4 milliards par suite du bénéfice net gagné pendant l'exercice courant, ce qui a été atténué par les dividendes et les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 1,5 milliard en raison essentiellement de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur les couvertures de flux de trésorerie et sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'incidence sur le régime de retraite. Les actions privilégiées et les autres instruments de capitaux propres se sont accrus de 1,0 milliard en raison de nouvelles émissions.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 40 du Rapport aux actionnaires.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2018 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 206 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2018. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2018.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2018 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 117 à 121 ainsi qu'aux pages 148 à 153 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 117 et 118 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 157 à 164 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquelles reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés anticipées, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques. Le scénario de référence et le scénario défavorable décrits ci-après sont actuellement pourvus des pondérations probabilistes les plus élevées. La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et des marchés, à la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision, à la croissance du portefeuille et à la qualité du crédit du portefeuille.

La dotation à la provision liée aux prêts productifs de 99 millions de dollars de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 tient compte de l'augmentation attribuable à la croissance du portefeuille, à la détérioration des conditions économiques et des marchés et à la modification apportée aux pondérations du scénario.

Au 31 juillet 2019, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne connaîtra une croissance modérée de 1,6 % en moyenne au cours de la période visée par les prévisions, de 2019 à 2022, où le taux de chômage en 2020 sera relativement stable en demeurant à 5,6 %. L'économie américaine croît un peu plus rapidement que l'économie canadienne, à un rythme moyen de 1,8 % au cours de la période visée par les prévisions, en raison d'une modération des dépenses de consommation, mais entravée par des politiques commerciales restrictives et incertaines. En regard du quatrième trimestre de 2018, il y a eu un léger recul de certaines données macroéconomiques et variables de marché, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une récession typique au Canada et aux États-Unis, laquelle se produit au cours de la première année de notre horizon de prévision et se traduit par une contraction de l'économie d'environ 3 % sur cinq trimestres et une hausse de plus de 3 points de pourcentage du taux de chômage, qui atteint 9,3 % au Canada et 7,1 % aux États-Unis, suivie initialement d'une lente reprise, puis d'une croissance plus rapide vers la fin de la période visée par les prévisions. En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Dans le cas où le scénario de référence et le scénario défavorable se concrétiseraient intégralement, notre évaluation de la provision liée aux prêts productifs au 31 juillet 2019 comparativement au 31 octobre 2018 a augmenté parallèlement à la provision globale pour les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 619 millions de dollars comprenait des dotations à la provision pour pertes sur créances de 520 millions pour les prêts douteux et de 99 millions pour les prêts productifs pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, alors qu'elle était de 487 millions, incluant des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 523 millions et un recouvrement de 36 millions lié aux prêts productifs pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 s'est élevée à 306 millions, comparativement à 186 millions pour le troisième trimestre de 2018.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 comprend des dotations à la provision pour pertes sur créances de 243 millions de dollars pour les prêts douteux et de 63 millions pour les prêts productifs, alors qu'elles s'établissaient respectivement à 177 millions et à 9 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2018. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs était essentiellement imputable à la croissance du portefeuille ainsi qu'au ralentissement des perspectives économiques combiné à la migration négative observée au cours du trimestre considéré. Notre provision liée aux prêts productifs et aux prêts douteux s'établissait à 2 058 millions au 31 juillet 2019, contre 1 870 millions au 31 octobre 2018.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qui traite des principes de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et établit un cadre rigoureux pour la comptabilisation et l'évaluation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Nous avons choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS avait toujours été appliquée. De plus, l'IFRS 15 met en œuvre de nouvelles dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui a trait à la comptabilisation selon l'IFRS 15 des produits des activités ordinaires par secteur opérationnel. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

Le 1^{er} novembre 2019, nous adopterons l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs comptabiliseront un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location, et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. À l'adoption de l'IFRS 16, nous comptabiliserons l'effet cumulatif de toute variation des résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs.

Des renseignements sur les autres nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 152 et 153 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 49.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 76 de notre Rapport annuel pour 2018.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Le département du Trésor des États-Unis a publié tout dernièrement, en décembre 2018, un projet de règlement sur l'interprétation de la loi. Nous continuons de suivre de près l'évolution de la réglementation fiscale ainsi que du projet de règlement, à savoir les modifications ou les directives dont il pourrait faire l'objet.

De plus, nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 100 et 112 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 116 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 79 à 81 du Rapport annuel de BMO pour 2018, et ceux-ci n'ont pas changé de manière significative. L'échéance d'un éventuel Brexit sans accord ayant été reportée au 31 octobre 2019, BMO continue de suivre de près les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE). BMO a reçu l'autorisation réglementaire nécessaire dans l'UE pour exercer ses activités conformément à la réglementation existante, ce qui lui permettra de continuer à soutenir ses clients et contreparties européens sans interruption.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2018.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 938	-	38 938	-	42 142	-	42 142	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 899	455	6 444	-	8 305	250	8 055	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	191 725	94 787	96 938	-	180 935	99 561	81 374	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	106 612	-	106 612	-	85 051	-	85 051	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	417 847	-	417 847	-	383 991	-	383 991	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	22 200	19 919	2 281	-	26 204	24 401	1 803	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	24 741	-	24 741	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	30 218	-	15 705	14 513	28 862	-	13 856	15 006	Taux d'intérêt
Total des actifs	839 180	115 161	709 506	14 513	774 075	124 212	634 857	15 006	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	553 383	16 005	537 378	-	520 928	14 186	506 742	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	23 613	20 419	3 194	-	24 411	21 380	3 031	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	24 741	-	24 741	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	27 375	27 375	-	-	28 804	28 804	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	89 829	-	89 829	-	66 684	-	66 684	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	62 720	-	62 614	106	62 160	-	62 037	123	Taux d'intérêt
Dettes subordonnée	6 876	-	6 876	-	6 782	-	6 782	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	788 537	63 799	724 632	106	728 354	64 370	663 861	123	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué de 1,3 million de dollars en regard du trimestre précédent du fait essentiellement de la réduction des expositions au risque lié aux titres de capitaux propres, laquelle découle d'un accroissement du flux des activités menées par les clients au trimestre précédent et d'une réduction de l'exposition au risque lié aux titres à revenu fixe découlant de la mise à jour de l'étalonnage axé sur le marché. La moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a diminué de 8,1 millions par rapport au trimestre précédent, du fait de la variation de l'exposition au taux d'intérêt en dollars canadiens et en dollars américains, ainsi que de la même réduction de l'exposition au risque lié aux titres à revenu fixe que celle qui a influé sur la VaR.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019				Au 30 avril 2019	Au 31 juillet 2018	Cumul 2019	Cumul 2018
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	0,8	1,3	2,1	0,8	1,5	0,8	1,4	0,6
VaR liée aux actions	3,2	3,9	5,0	2,9	5,2	5,0	4,8	4,6
VaR liée au change	0,6	0,4	1,0	0,2	0,5	0,5	0,5	0,6
VaR liée aux taux d'intérêt	6,9	6,2	8,7	4,3	6,4	6,4	6,5	5,9
VaR liée au crédit	5,5	5,1	5,9	4,3	6,1	2,1	5,8	1,9
Diversification	(9,6)	(9,2)	n. s.	n. s.	(10,7)	(6,6)	(9,6)	(6,4)
Total de la VaR – Négociation	7,4	7,7	10,7	5,8	9,0	8,2	9,4	7,2
Total de la VaR en période de tension – Négociation	18,9	24,2	32,3	17,5	32,3	27,4	35,0	24,5

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a diminué en regard du 30 avril 2019, en raison surtout du fait que la tarification modélisée des dépôts est moins sensible aux taux d'intérêt lorsque ceux-ci sont moins élevés, étant donné que les taux du marché ont diminué au troisième trimestre de 2019. La sensibilité de la valeur économique à une baisse des taux d'intérêt est passée d'un avantage à une exposition puisque les taux des dépôts des clients peuvent maintenant chuter de manière moins importante. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont diminué légèrement par rapport au 30 avril 2019, étant donné qu'il est prévu, au 31 juillet 2019, qu'un plus petit nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018
Hausse de 100 points de base	(886,5)	(995,3)	(1 111,6)	42,1	58,4	130,4
Baisse de 100 points de base	(39,9)	131,2	557,9	(126,3)	(130,2)	(335,9)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2019 donnerait lieu à une augmentation de 42 millions de dollars du résultat avant impôts (36 millions au 30 avril 2019; 37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2019 donnerait lieu à une diminution de 43 millions du résultat avant impôts (36 millions au 30 avril 2019; 37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2019 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 56 millions (53 millions au 30 avril 2019; 44 millions au 31 octobre 2018). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2019 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 56 millions (52 millions au 30 avril 2019; 42 millions au 31 octobre 2018). L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste Autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 239,8 milliards de dollars au 31 juillet 2019, contre 238,0 milliards au 30 avril 2019. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de trésorerie. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 36, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 31 juillet 2019					Au 30 avril 2019
	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 938	–	38 938	1 921	37 017	34 012
Dépôts à d'autres banques	6 899	–	6 899	–	6 899	7 518
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	168 159	24 513	192 672	108 188	84 484	78 954
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	40 186	612	40 798	17 698	23 100	21 660
Titres de créance d'entreprises et autres	25 679	13 552	39 231	6 424	32 807	31 841
Titres de participation d'entreprises	64 313	23 057	87 370	54 576	32 794	39 831
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	298 337	61 734	360 071	186 886	173 185	172 286
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	26 302	–	26 302	3 642	22 660	24 140
Total des actifs liquides	370 476	61 734	432 210	192 449	239 761	237 956
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	66 770	–	66 770	677	66 093	64 662
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	437 246	61 734	498 980	193 126	305 854	302 618

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 juillet 2019.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 juillet 2019	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	45 837	-	1 921	-	43 916
Valeurs mobilières 5)	386 373	159 031	31 497	12 635	183 210
Prêts	391 545	71 949	677	252 826	66 093
Autres actifs					
Instruments dérivés	22 200	-	-	22 200	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	24 741	-	-	24 741	-
Bureaux et matériel	1 989	-	-	1 989	-
Écart d'acquisition	6 329	-	-	6 329	-
Immobilisations incorporelles	2 319	-	-	2 319	-
Actifs d'impôt exigible	1 257	-	-	1 257	-
Actifs d'impôt différé	1 662	-	-	1 662	-
Actifs divers	16 662	3 158	-	13 504	-
Total des autres actifs	77 159	3 158	-	74 001	-
Total des actifs	900 914	234 138	34 095	339 462	293 219

(en millions de dollars canadiens)

Au 30 avril 2019	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 357	-	1 827	-	41 530
Valeurs mobilières 5)	394 232	162 948	34 858	11 894	184 532
Prêts	386 786	71 251	669	250 204	64 662
Autres actifs					
Instruments dérivés	20 627	-	-	20 627	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 702	-	-	21 702	-
Bureaux et matériel	1 983	-	-	1 983	-
Écart d'acquisition	6 500	-	-	6 500	-
Immobilisations incorporelles	2 331	-	-	2 331	-
Actifs d'impôt exigible	1 309	-	-	1 309	-
Actifs d'impôt différé	1 765	-	-	1 765	-
Actifs divers	16 023	3 576	-	12 447	-
Total des autres actifs	72 240	3 576	-	68 664	-
Total des actifs	896 615	237 775	37 354	330 762	290 724

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 12,6 milliards de dollars au 31 juillet 2019, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, le RLCT moyen quotidien a été de 132 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen est demeuré inchangé en regard de celui du trimestre précédent. La hausse des actifs liquides de haute qualité a été contrebalancée par une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte de la trésorerie excédentaire de la banque de détail de BMO aux États-Unis en raison des restrictions imposées par le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine sur l'utilisation des fonds provenant de ses institutions de dépôt. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 35.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 100 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trimestre clos le 31 juillet 2019	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	157,4
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	196,7	13,4
Dépôts stables	95,0	2,8
Dépôts moins stables	101,7	10,6
Financement de gros non garanti, dont :	161,7	90,7
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	58,2	14,5
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	68,7	41,4
Dettes non garanties	34,8	34,8
Financement de gros garanti	*	27,2
Exigences supplémentaires, dont :	155,6	33,4
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	9,9	4,3
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,2	2,2
Facilités de crédit et de liquidité	143,5	26,9
Autres obligations de financement contractuelles	0,9	-
Autres obligations de financement conditionnelles	399,5	7,0
Total des sorties de trésorerie	*	171,7
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	168,7	37,7
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,8	6,0
Autres entrées de trésorerie	8,7	8,7
Total des entrées de trésorerie	188,2	52,4
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		157,4
Total des sorties nettes de trésorerie		119,3
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		132
Trimestre clos le 30 avril 2019		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		155,1
Total des sorties nettes de trésorerie		117,4
Ratio de liquidité à court terme (%)		132

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2019.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courtir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 361,2 milliards de dollars au 31 juillet 2019, en hausse comparativement à 351,3 milliards au 30 avril 2019, du fait d'une forte croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 juillet 2019, ces dépôts se chiffraient à 27,6 milliards.

Au 31 juillet 2019, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 205,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 63,0 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 142,1 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 204,0 milliards au 30 avril 2019 en raison principalement du financement de gros net. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 40. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 240,0 milliards au 31 juillet 2019 et qui, tel qu'il est décrit à la page 36, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous ne nous attendons pas à ce que le régime de recapitalisation interne du Canada et les exigences relatives à la TLAC aient une incidence importante sur notre plan de financement. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la TLAC, il y a lieu de se reporter à la section Faits nouveaux en matière de réglementation sous Gestion du capital, à la page 14.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2019								Au 30 avril 2019	
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total	Total
Dépôts d'autres banques	6 270	163	218	–	6 651	–	9	6 660	7 311	7 311
Certificats de dépôt et papier commercial	10 066	16 975	14 155	19 784	60 980	857	–	61 837	59 975	59 975
Billets de dépôt au porteur	430	233	–	29	692	–	–	692	494	494
Papier commercial adossé à des actifs	932	1 333	1 833	20	4 118	–	–	4 118	3 852	3 852
Billets à moyen terme non garantis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
de premier rang	–	1 353	1 715	9 357	12 425	8 789	40 757	61 971	62 405	62 405
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	–	–	7	–	7	5	3 847	3 859	3 927	3 927
Obligations couvertes et titrisations	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	604	544	1 766	2 914	3 956	12 196	19 066	18 787	18 787
Obligations couvertes	–	–	2 195	1 284	3 479	6 369	15 505	25 353	25 180	25 180
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	32	1 047	48	1 127	537	4 886	6 550	6 925	6 925
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	7 150	7 150	7 100	7 100
Autres 4)	–	4 982	–	–	4 982	–	2 903	7 885	8 001	8 001
Total	17 698	25 675	21 714	32 288	97 375	20 513	87 253	205 141	203 957	203 957
Composé de ce qui suit :	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Financement garanti	932	6 951	5 619	3 118	16 620	10 862	35 490	62 972	62 745	62 745
Financement non garanti	16 766	18 724	16 095	29 170	80 755	9 651	51 763	142 169	141 212	141 212
Total 5)	17 698	25 675	21 714	32 288	97 375	20 513	87 253	205 141	203 957	203 957

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 40, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 52,0 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 153,1 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 juillet 2019.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a procédé à la mise en œuvre définitive à l'échelle nationale du RSLLT au deuxième trimestre de 2019. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique intérieure au Canada sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % à compter du 1^{er} janvier 2020 et de rendre public le RSLLT à compter du trimestre clos le 31 janvier 2021. De plus, en avril 2019, le BSIF a achevé la révision du ratio de liquidité à court terme (RLCT) et d'autres paramètres de liquidité en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité, dont la date de mise en œuvre est le 1^{er} janvier 2020. Nous ne nous attendons pas à ce que ces changements aient une incidence importante sur le RLCT.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 167 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P), Fitch et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO.

Au 31 juillet 2019

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme / ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA-	A+	Stable
DBRS	R-1(élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2019, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 117 millions de dollars, 393 millions et 618 millions, respectivement.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2019								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Instruments financiers inscrits au bilan - Actifs									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 943	-	-	-	-	-	-	-	995 38 938
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 293	1 318	1 104	634	550	-	-	-	- 6 899
Valeurs mobilières	3 586	3 139	4 240	3 105	5 458	14 728	41 978	64 396	51 095 191 725
Titres pris en pension ou empruntés	86 959	13 514	3 810	1 702	339	-	288	-	- 106 612
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 548	2 609	3 750	5 549	7 083	24 488	65 234	10 793	- 122 054
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	688	551	767	1 065	1 425	5 462	21 248	11 296	23 487 65 989
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 749 8 749
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 687	8 708	6 322	5 299	8 432	24 605	86 334	23 114	48 356 222 857
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 802) (1 802)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 923	11 868	10 839	11 913	16 940	54 555	172 816	45 203	78 790 417 847
Autres actifs									
Instruments dérivés	1 319	1 488	1 895	792	725	2 777	5 303	7 901	- 22 200
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 927	2 678	136	-	-	-	-	-	- 24 741
Divers	1 749	428	350	23	7	5	14	4 522	23 120 30 218
Total des autres actifs	24 995	4 594	2 381	815	732	2 782	5 317	12 423	23 120 77 159
Total des actifs	171 699	34 433	22 374	18 169	24 019	72 065	220 399	122 022	154 000 839 180

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2019								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Passifs et capitaux propres									
Dépôts 1)									
Banques	17 859	3 852	1 875	560	261	-	-	-	4 913 29 320
Entreprises et administrations publiques	20 676	21 849	23 951	17 397	20 749	18 438	53 955	12 893	137 074 326 982
Particuliers	2 820	7 465	11 672	11 834	13 545	14 459	13 982	2 661	118 643 197 081
Total des dépôts	41 355	33 166	37 498	29 791	34 555	32 897	67 937	15 554	260 630 553 383
Autres passifs									
Instruments dérivés	1 493	1 628	2 593	1 084	909	3 011	6 824	6 071	- 23 613
Acceptations	21 927	2 678	136	-	-	-	-	-	- 24 741
Titres vendus à découvert	27 375	-	-	-	-	-	-	-	- 27 375
Titres mis en pension ou prêtés	87 205	862	470	838	166	-	288	-	- 89 829
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	659	1 592	1 373	1 029	5 036	12 866	2 989	- 25 544
Divers	8 582	5 440	124	39	148	716	3 220	2 163	16 744 37 176
Total des autres passifs	146 582	11 267	4 915	3 334	2 252	8 763	23 198	11 223	16 744 228 278
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	6 876	- 6 876
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	50 643 50 643
Total des passifs et des capitaux propres	187 937	44 433	42 413	33 125	36 807	41 660	91 135	33 653	328 017 839 180

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2019								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Engagements hors bilan									
Crédits fermes 1)	990	7 494	4 740	5 929	13 046	21 141	100 855	4 179	- 158 374
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 575	-	-	- 5 575
Contrats de location simple	33	65	97	94	93	343	879	2 059	- 3 663
Prêt de titres	4 462	-	-	-	-	-	-	-	- 4 462
Obligations d'achat	52	102	148	144	147	205	159	73	- 1 030

La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan - Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 162	-	-	-	-	-	-	-	980	42 142
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 964	1 717	1 037	457	112	18	-	-	-	8 305
Valeurs mobilières	4 522	4 283	5 049	7 749	4 943	11 854	32 480	56 004	54 051	180 935
Titres pris en pension ou empruntés	67 804	12 732	2 490	1 781	191	53	-	-	-	85 051
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 782	1 848	4 343	6 306	4 769	24 522	64 636	11 414	-	119 620
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	607	440	1 026	1 143	943	5 414	19 910	9 812	23 930	63 225
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 329	8 329
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 088	5 921	7 126	6 779	6 218	19 543	75 099	12 247	48 435	194 456
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 639)	(1 639)
Total des prêts, déduction faite de la provision	15 477	8 209	12 495	14 228	11 930	49 479	159 645	33 473	79 055	383 991
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 040	3 385	1 645	1 012	807	3 407	6 074	7 834	-	26 204
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 529	1 988	65	3	-	-	-	-	-	18 585
Divers	1 740	506	189	26	6	17	20	4 824	21 534	28 862
Total des autres actifs	20 309	5 879	1 899	1 041	813	3 424	6 094	12 658	21 534	73 651
Total des actifs	154 238	32 820	22 970	25 256	17 989	64 828	198 219	102 135	155 620	774 075

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	16 966	6 032	1 200	227	106	-	-	-	3 376	27 907
Entreprises et administrations publiques	23 524	32 231	22 713	15 893	8 629	22 418	48 684	11 809	126 276	312 177
Particuliers	2 582	6 455	7 953	7 619	10 536	11 736	16 327	2 582	115 054	180 844
Total des dépôts	43 072	44 718	31 866	23 739	19 271	34 154	65 011	14 391	244 706	520 928
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 499	2 456	1 616	913	639	3 831	6 335	7 122	-	24 411
Acceptations	16 529	1 988	65	3	-	-	-	-	-	18 585
Titres vendus à découvert	28 804	-	-	-	-	-	-	-	-	28 804
Titres mis en pension ou prêtés	63 496	2 249	8	931	-	-	-	-	-	66 684
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1 044	1 084	475	512	588	4 912	13 398	3 038	-	25 051
Divers	8 548	5 568	44	34	184	789	4 455	1 905	15 582	37 109
Total des autres passifs	119 920	13 345	2 208	2 393	1 411	9 532	24 188	12 065	15 582	200 644
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	6 782	-	6 782
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	45 721	45 721
Total des passifs et des capitaux propres	162 992	58 063	34 074	26 132	20 682	43 686	89 199	33 238	306 009	774 075

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le trimestre à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2018

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 472	3 610	6 892	9 620	11 345	21 056	84 295	3 144	-	141 434
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 627	-	-	5 627
Contrats de location simple	34	70	99	101	100	358	770	1 210	-	2 742
Prêt de titres	4 939	-	-	-	-	-	-	-	-	4 939
Obligations d'achat	56	388	153	155	158	615	186	82	-	1 793

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2018. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2019 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Au 31 juillet 2019		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	205	-	-	-	-	-	2	207	-	209
Italie	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	158	-	-	-	-	-	1	-	1	2
Total – pays GIIPE	377	-	-	-	-	-	3	207	1	211
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	181	32	-	-	127	159	6	16	-	22
Allemagne	387	742	60	-	904	1 706	40	8	-	48
Pays-Bas	323	495	7	-	502	502	4	68	-	72
Autres 8)	257	-	1	-	200	201	6	26	12	44
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 148	1 269	68	1 231	2 568	56	118	12	186	3 902
Reste de l'Europe										
Norvège	578	260	1	-	261	261	-	3	8	11
Suède	-	256	1	-	413	670	1	-	-	1
Royaume-Uni	1 372	66	419	-	5 593	6 078	90	118	16	224
Autres 8)	153	154	-	-	154	154	36	18	2	56
Total – reste de l'Europe	2 103	736	421	6 006	7 163	7 163	127	139	26	292
Total – Europe 9)	3 628	2 005	489	7 237	9 731	9 731	186	464	39	689

Au 30 avril 2019		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Total – pays GIIPE	394	-	-	31	-	31	2	175	1	178
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 170	1 221	94	-	1 195	2 510	154	93	11	258
Total – reste de l'Europe	1 835	733	558	-	5 157	6 448	173	157	21	351
Total – Europe 9)	3 399	1 954	683	-	6 352	8 989	329	425	33	787

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 31 juillet 2019			Au 31 juillet 2019		Au 30 avril 2019	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande ⁷⁾	2	203	-	224	205	231	211
Italie	14	-	-	14	14	16	16
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	138	20	-	208	158	213	167
Total – pays GIPE	154	223	-	446	377	460	394
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)							
France	116	65	-	316	181	391	256
Allemagne	247	140	-	592	387	540	377
Pays-Bas	107	216	-	347	323	441	333
Autres ⁸⁾	78	179	-	417	257	397	204
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	548	600	-	1 672	1 148	1 769	1 170
Reste de l'Europe							
Norvège	33	545	-	1 101	578	858	428
Suède	-	-	-	137	-	139	8
Royaume-Uni	12	1 360	-	2 423	1 372	3 439	1 261
Autres ⁸⁾	29	124	-	464	153	381	138
Total – reste de l'Europe	74	2 029	-	4 125	2 103	4 817	1 835
Total – Europe ⁹⁾	776	2 852	-	6 243	3 628	7 046	3 399

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2019 : Une sûreté de 410 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (77 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 74 millions d'euros; des garanties de 10,1 milliards de dollars (273 millions de dollars dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 166 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2019 (*inclut une position nette de 114 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 15 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (34 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2019).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 49 millions de dollars au 31 juillet 2019 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 6 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 4 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 96 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	5 109 \$	4 814 \$	4 246 \$	14 718 \$	11 789 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 407	1 405	1 043	4 126	2 933
Dépôts à d'autres banques	187	183	161	592	435
	6 703	6 402	5 450	19 436	15 157
Charges d'intérêts					
Dépôts	2 224	2 110	1 626	6 413	4 199
Dette subordonnée	69	69	55	208	165
Autres passifs	1 193	1 088	887	3 291	2 370
	3 486	3 267	2 568	9 912	6 734
Revenus nets d'intérêts	3 217	3 135	2 882	9 524	8 423
Revenus autres que d'intérêts (note 1)					
Commissions et droits sur titres	259	254	259	761	769
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	309	290	291	890	844
Revenus de négociation	115	111	228	319	574
Commissions sur prêts	314	277	248	868	731
Frais de services de cartes	109	116	117	330	317
Frais de gestion de placements et de garde de titres	444	426	447	1 298	1 308
Revenus tirés de fonds d'investissement	357	356	372	1 060	1 114
Commissions de prise ferme et de consultation	260	261	264	765	699
Profits sur titres, autres que de négociation	90	42	51	181	156
Revenus de change, autres que de négociation	48	51	41	137	140
Revenus d'assurance	989	710	427	2 748	1 394
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	31	52	44	112	129
Autres	124	132	123	403	414
	3 449	3 078	2 912	9 872	8 589
Total des revenus	6 666	6 213	5 794	19 396	17 012
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	306	176	186	619	487
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	887	561	269	2 374	962
Charges autres que d'intérêts (note 1)					
Rémunération du personnel	1 960	2 010	1 873	6 042	5 848
Bureaux et matériel	734	767	672	2 229	2 008
Amortissement des immobilisations incorporelles	135	138	126	406	378
Déplacements et expansion des affaires	142	143	126	411	369
Communications	72	78	70	224	212
Honoraires	141	141	144	403	412
Autres	307	318	348	928	1 057
	3 491	3 595	3 359	10 643	10 284
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 982	1 881	1 980	5 760	5 279
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	425	384	443	1 196	1 523
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 557 \$	1 497 \$	1 537 \$	4 564 \$	3 756 \$
Bénéfice par action ordinaire (en dollars canadiens) (note 11)					
De base	2,34 \$	2,27 \$	2,32 \$	6,90 \$	5,61 \$
Dilué	2,34	2,26	2,31	6,88	5,60
Dividendes par action ordinaire	1,03	1,00	0,96	3,03	2,82

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Bénéfice net	1 557 \$	1 497 \$	1 537 \$	4 564 \$	3 756 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	112	46	16	345	(202)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(14)	(15)	(7)	(43)	(43)
	98	31	9	302	(245)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	290	433	(218)	1 480	(919)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	36	49	101	122	216
	326	482	(117)	1 602	(703)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(577)	556	145	(46)	114
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	94	(103)	(43)	4	(93)
	(483)	453	102	(42)	21
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(233)	(2)	204	(383)	303
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	31	(98)	26	12	(6)
	(202)	(100)	230	(371)	297
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	(261)	866	224	1 491	(630)
Total du résultat global attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 296 \$	2 363 \$	1 761 \$	6 055 \$	3 126 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (39) millions de dollars, de (17) millions et de (7) millions pour le trimestre et de (117) millions et de 47 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 millions de dollars, de 5 millions et de 3 millions pour le trimestre et de 15 millions et de 15 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (106) millions de dollars, de (156) millions et de 78 millions pour le trimestre et de (536) millions et de 318 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (13) millions de dollars, de (18) millions et de (37) millions pour le trimestre et de (44) millions et de (78) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (35) millions de dollars, de 38 millions et de 16 millions pour le trimestre et de (2) millions et de 34 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 83 millions de dollars, de 1 million et de (74) millions pour le trimestre et de 138 millions et de (134) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (11) millions de dollars, de 36 millions et de (12) millions pour le trimestre et de (4) millions et de (1) million pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 octobre 2018
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 938 \$	35 839 \$	42 142 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 899	7 518	8 305
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	94 906	100 991	99 697
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	13 548	12 904	11 611
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	67 434	68 668	62 440
Titres de créance au coût amorti	15 024	7 881	6 485
Titres divers	813	782	702
	191 725	191 226	180 935
Titres pris en pension ou empruntés	106 612	110 405	85 051
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	122 054	120 778	119 620
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 989	64 454	63 225
Prêts sur cartes de crédit	8 749	8 467	8 329
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	222 857	221 253	194 456
	419 649	414 952	385 630
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 802)	(1 710)	(1 639)
	417 847	413 242	383 991
Autres actifs			
Instruments dérivés	22 200	20 627	26 204
Engagements de clients aux termes d'acceptations	24 741	21 702	18 585
Bureaux et matériel	1 989	1 983	1 986
Écart d'acquisition	6 329	6 500	6 373
Immobilisations incorporelles	2 319	2 331	2 272
Actifs d'impôt exigible	1 257	1 309	1 515
Actifs d'impôt différé	1 662	1 765	2 039
Actifs divers	16 662	16 023	14 677
	77 159	72 240	73 651
Total des actifs	839 180 \$	830 470 \$	774 075 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	553 383 \$	548 837 \$	520 928 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	23 613	21 549	24 411
Acceptations	24 741	21 702	18 585
Titres vendus à découvert	27 375	32 023	28 804
Titres mis en pension ou prêtés	89 829	87 039	66 684
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 544	25 621	25 051
Passifs d'impôt exigible	32	42	50
Passifs d'impôt différé	74	73	74
Passifs divers	37 070	37 236	36 985
	228 278	225 285	200 644
Dettes subordonnées (note 6)	6 876	6 953	6 782
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 7)	5 348	4 690	4 340
Actions ordinaires (note 7)	12 958	12 939	12 929
Surplus d'apport	303	307	300
Résultats non distribués	28 241	27 405	25 850
Cumul des autres éléments du résultat global	3 793	4 054	2 302
	50 643	49 395	45 721
Total des capitaux propres	50 643	49 395	45 721
Total des passifs et des capitaux propres	839 180 \$	830 470 \$	774 075 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	4 690 \$	4 240 \$	4 340 \$	4 240 \$
Émises au cours de la période	658	-	1 008	-
Solde à la clôture de la période	5 348	4 240	5 348	4 240
Actions ordinaires (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	12 939	12 926	12 929	13 032
Émises en vertu du régime d'options sur actions	19	18	49	73
Rachetées aux fins d'annulation	-	(20)	(20)	(181)
Solde à la clôture de la période	12 958	12 924	12 958	12 924
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	307	304	300	307
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	(3)	(1)	1	(10)
Autres	(1)	(1)	2	5
Solde à la clôture de la période	303	302	303	302
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	27 405	24 110	25 850	23 700
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	-	-	99
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 557	1 537	4 564	3 756
Dividendes – Actions privilégiées	(59)	(50)	(159)	(141)
– Actions ordinaires	(658)	(614)	(1 936)	(1 810)
Frais d'émission de capitaux propres	(4)	-	(8)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	-	(82)	(70)	(703)
Solde à la clôture de la période	28 241	24 901	28 241	24 901
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(111)	(253)	(315)	56
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	-	-	(55)
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	112	16	345	(202)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(14)	(7)	(43)	(43)
Solde à la clôture de la période	(13)	(244)	(13)	(244)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	202	(768)	(1 074)	(182)
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	290	(218)	1 480	(919)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	36	101	122	216
Solde à la clôture de la période	528	(885)	528	(885)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	4 168	3 384	3 727	3 465
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(577)	145	(46)	114
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	94	(43)	4	(93)
Solde à la clôture de la période	3 685	3 486	3 685	3 486
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	19	7	169	(92)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(233)	204	(383)	303
Solde à la clôture de la période	(214)	211	(214)	211
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(224)	(213)	(205)	(181)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	31	26	12	(6)
Solde à la clôture de la période	(193)	(187)	(193)	(187)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	3 793	2 381	3 793	2 381
Total des capitaux propres	50 643 \$	44 748 \$	50 643 \$	44 748 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 557 \$	1 537 \$	4 564 \$	3 756 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation relative aux titres, autres que de négociation	1	(1)	2	1
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(91)	(50)	(183)	(157)
Diminution nette des titres de négociation	5 290	830	4 814	2 626
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	306	186	619	487
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	(196)	2 233	6 130	6 824
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	350	(1 380)	(3 377)	(6 213)
Amortissement des bureaux et du matériel	110	100	326	295
Amortissement d'autres actifs	56	54	163	171
Amortissement des immobilisations incorporelles	135	126	406	378
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	84	108	386	791
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	5	43	2	(7)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	11	320	257	(391)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(6)	–	(17)	(86)
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	80	(40)	(117)	(191)
– augmentation des intérêts à payer	131	88	303	223
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 934)	(2 263)	(2 232)	(2 282)
Augmentation nette des dépôts	9 149	13 584	33 047	23 042
(Augmentation) nette des prêts	(7 568)	(5 402)	(34 470)	(16 587)
(Diminution) nette des titres vendus à découvert	(4 445)	(1 108)	(1 430)	(800)
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	3 772	4 117	23 561	27 770
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	2 528	(6 453)	(22 086)	(26 177)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	18	(75)	483	417
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	9 343	6 554	11 151	13 890
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	81	1 294	(1 267)	2 121
Produit de l'émission des obligations couvertes	2 290	–	4 168	2 706
Remboursement d'obligations couvertes	(1 511)	–	(3 765)	(567)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	–	–	–	1 566
Remboursement sur la dette subordonnée (note 6)	–	–	–	(900)
Produit de l'émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (note 7)	658	–	1 008	–
Frais d'émission de capitaux propres	(4)	–	(8)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	17	16	43	71
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	–	(102)	(90)	(884)
Dividendes versés en trésorerie	(687)	(642)	(2 035)	(1 918)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	844	566	(1 946)	2 195
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	508	53	1 420	(1 052)
Achats de titres, autres que de négociation	(16 754)	(9 275)	(43 019)	(31 112)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 749	4 378	10 538	9 927
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	7 710	3 187	20 033	15 084
Bureaux et matériel – (achats) nets	(117)	(49)	(303)	(168)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(153)	(148)	(457)	(415)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(6 057)	(1 854)	(11 788)	(7 736)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 031)	(116)	(621)	124
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 099	5 150	(3 204)	8 473
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	35 839	35 922	42 142	32 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	38 938 \$	41 072 \$	38 938 \$	41 072 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période	3 371 \$	2 391 \$	9 614 \$	6 143 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	432 \$	63 \$	1 145 \$	1 140 \$
Intérêts reçus au cours de la période	6 328 \$	4 993 \$	17 945 \$	13 667 \$
Dividendes reçus au cours de la période	431 \$	401 \$	1 274 \$	1 247 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2019 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, qui figurent aux pages 148 à 209 de notre Rapport annuel pour 2018. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 27 août 2019.

Changements de méthodes comptables

Le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Nous avons décidé de présenter les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. L'incidence principale de la nouvelle norme est le reclassement des montants dans l'état consolidé des résultats. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient antérieurement comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts sont portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. De plus, lorsque les clients nous remboursent certaines dépenses engagées en leur nom, nous comptabilisons le remboursement dans les revenus autres que d'intérêts. Auparavant, ces remboursements étaient comptabilisés en diminution des charges connexes. En outre, l'incidence sur le bénéfice net est négligeable étant donné qu'aux termes de l'IFRS 15 nous ne sommes plus tenus d'actualiser les coûts liés aux primes de fidélisation et nous amortissons les coûts liés à l'obtention de clients qui deviendront titulaires de cartes de crédit, alors qu'auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

Le tableau qui suit résume l'incidence de l'application de l'IFRS 15 sur nos états consolidés des résultats des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2018	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018
Augmentation (diminution) des éléments suivants :		
Revenus autres que d'intérêts		
Commissions et droits sur titres	-	(3)
Frais de service - Dépôts et ordres de paiement	(3)	(8)
Frais de services de cartes	(27)	(104)
Frais de gestion de placements et de garde de titres	1	4
Commissions de prise ferme et de consultation	2	5
Autres	1	3
	(26)	(103)
Charges autres que d'intérêts		
Rémunération du personnel	-	1
Déplacements et expansion des affaires	(31)	(118)
Honoraires	2	6
Autres	2	6
	(27)	(105)
Charge d'impôts sur le résultat	-	1
Bénéfice net	1	1

Changements futurs des IFRS

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs comptabiliseront un passif au titre de la valeur actualisée des passifs futurs liés aux contrats de location, et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. Les changements touchant la comptabilisation par le bailleur sont minimes. L'IFRS 16 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2019.

Nous avons essentiellement terminé notre évaluation et la mise à niveau de notre système de gestion des contrats de location. En outre, nous travaillons à la mise en place des nouveaux processus et contrôles internes qui permettront l'application de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} novembre 2019.

L'incidence la plus importante pour la Banque sera la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. À l'heure actuelle, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers sont classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous comptabilisons les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'est comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. Aux termes de l'IFRS 16, nous comptabiliserons dans le bilan un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative.

À l'adoption de l'IFRS 16, nous comptabiliserons l'effet cumulatif de toute variation des résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 13 548 millions de dollars (11 611 millions au 31 octobre 2018), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 830 millions et de titres désignés à la juste valeur de 10 718 millions (2 828 millions et 8 783 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 67 434 millions de dollars (62 440 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 3 millions (2 millions au 31 octobre 2018).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 15 024 millions de dollars (6 485 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2018).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	10 987	65	8	11 044	12 884	1	80	12 805
des administrations provinciales et municipales canadiennes	7 045	103	1	7 147	6 896	8	42	6 862
l'administration fédérale américaine	17 087	443	14	17 516	17 403	4	584	16 823
des municipalités, agences et États américains	4 095	73	3	4 165	3 694	16	55	3 655
d'autres administrations publiques	6 939	128	2	7 065	4 818	2	30	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	2 114	24	1	2 137	2 382	6	18	2 370
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	12 828	69	91	12 806	11 811	2	496	11 317
Titres de créance d'entreprises	5 379	97	1	5 475	3 783	6	33	3 756
Titres de participation d'entreprises	79	-	-	79	62	-	-	62
Total	66 553	1 002	121	67 434	63 733	45	1 338	62 440

Les profits (pertes) latents sont présentés compte non tenu de l'incidence de la comptabilité de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de trois mois closes le		Périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance	403	311	1 202	783
Au coût amorti	75	42	163	134
Total	478	353	1 365	917

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)				31 juillet 2019
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 567	138	-	75 705
Bas	20 513	2 698	-	23 211
Moyen	12 639	4 875	-	17 514
Haut	99	425	-	524
Non coté	4 372	311	-	4 683
Douteux	-	-	417	417
Provision pour pertes sur créances	14	34	17	65
Valeur comptable	113 176	8 413	400	121 989
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 704	23	-	20 727
Très faible	15 735	169	-	15 904
Bas	9 992	343	-	10 335
Moyen	10 161	4 139	-	14 300
Haut	383	1 412	-	1 795
Non coté	2 328	103	-	2 431
Douteux	-	-	497	497
Provision pour pertes sur créances	84	306	134	524
Valeur comptable	59 219	5 883	363	65 465
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 429	1	-	2 430
Très faible	1 187	22	-	1 209
Bas	919	187	-	1 106
Moyen	1 947	890	-	2 837
Haut	129	443	-	572
Non coté	595	-	-	595
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	42	203	-	245
Valeur comptable	7 164	1 340	-	8 504
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	134 344	989	-	135 333
Catégorie spéculative	94 577	11 107	-	105 684
Liste de surveillance	-	5 063	-	5 063
Douteux	-	-	1 518	1 518
Provision pour pertes sur créances	269	403	296	968
Valeur comptable	228 652	16 756	1 222	246 630
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	129 427	290	-	129 717
Catégorie spéculative	45 286	7 227	-	52 513
Liste de surveillance	-	2 079	-	2 079
Douteux	-	-	316	316
Provision pour pertes sur créances	127	106	23	256
Valeur comptable	174 586	9 490	293	184 369

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	76 314	125	-	76 439
Bas	18 975	2 479	-	21 454
Moyen	12 621	3 765	-	16 386
Haut	90	445	-	535
Non coté	4 250	181	-	4 431
Douteux	-	-	375	375
Provision pour pertes sur créances	20	37	19	76
Valeur comptable	112 230	6 958	356	119 544
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 236	20	-	20 256
Très faible	13 364	222	-	13 586
Bas	12 581	364	-	12 945
Moyen	7 707	4 153	-	11 860
Haut	357	1 427	-	1 784
Non coté	2 105	168	-	2 273
Douteux	-	-	521	521
Provision pour pertes sur créances	83	312	143	538
Valeur comptable	56 267	6 042	378	62 687
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 403	4	-	2 407
Très faible	1 140	11	-	1 151
Bas	943	107	-	1 050
Moyen	1 742	874	-	2 616
Haut	108	428	-	536
Non coté	568	1	-	569
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	39	191	-	230
Valeur comptable	6 865	1 234	-	8 099
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	109 774	2 148	-	111 922
Catégorie spéculative	88 348	7 308	-	95 656
Liste de surveillance	-	4 423	-	4 423
Douteux	-	-	1 040	1 040
Provision pour pertes sur créances	232	355	208	795
Valeur comptable	197 890	13 524	832	212 246
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	116 108	1 722	-	117 830
Catégorie spéculative	44 895	3 426	-	48 321
Liste de surveillance	-	1 650	-	1 650
Douteux	-	-	242	242
Provision pour pertes sur créances	108	96	27	231
Valeur comptable	160 895	6 702	215	167 812

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2019, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 2 058 millions de dollars (1 870 millions au 31 octobre 2018), dont une tranche de 1 802 millions (1 639 millions au 31 octobre 2018) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 256 millions (231 millions au 31 octobre 2018), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 30 avril 2019	16	37	44	97
Transfert à l'étape 1	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	2	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(9)	6	-	(3)
Montages des prêts	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	(1)	(1)	-	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(2)	(2)	1	(3)
Montants sortis du bilan	-	-	(6)	(6)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	7	7
Change et autres	-	-	(8)	(8)
Solde au 31 juillet 2019	14	35	38	87
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 30 avril 2019	86	324	128	538
Transfert à l'étape 1	44	(42)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(4)	18	(14)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(32)	33	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(40)	66	52	78
Montages des prêts	12	-	-	12
Décomptabilisations et échéances	(4)	(13)	-	(17)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	7	(3)	69	73
Montants sortis du bilan	-	-	(80)	(80)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	25	25
Change et autres	(1)	(1)	(7)	(9)
Solde au 31 juillet 2019	92	320	135	547
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 30 avril 2019	77	231	-	308
Transfert à l'étape 1	28	(28)	-	-
Transfert à l'étape 2	(5)	5	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(46)	47	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(24)	79	24	79
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(6)	-	(7)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	2	4	71	77
Montants sortis du bilan	-	-	(91)	(91)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	20	20
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2019	79	236	-	315
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 30 avril 2019	336	423	260	1 019
Transfert à l'étape 1	31	(30)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(16)	17	(1)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(14)	15	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(23)	91	89	157
Montages des prêts	53	-	-	53
Décomptabilisations et échéances	(28)	(22)	-	(50)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	16	42	102	160
Montants sortis du bilan	-	-	(52)	(52)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	(1)	(4)	(15)	(20)
Solde au 31 juillet 2019	351	461	297	1 109
Total au 31 juillet 2019	536	1 052	470	2 058
Composition : Prêts	409	946	447	1 802
Autres instruments de crédit 2)	127	106	23	256

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (1) million de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 31 octobre 2018	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	21	(19)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(2)	5	(3)	-
Transfert à l'étape 3	-	(7)	7	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(29)	21	7	(1)
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(3)	-	(4)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(6)	(3)	9	-
Montants sortis du bilan	-	-	(13)	(13)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	12	12
Change et autres	-	-	(14)	(14)
Solde au 31 juillet 2019	14	35	38	87
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 31 octobre 2018	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	131	(122)	(9)	-
Transfert à l'étape 2	(13)	62	(49)	-
Transfert à l'étape 3	(4)	(84)	88	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(134)	168	112	146
Montages des prêts	35	-	-	35
Décomptabilisations et échéances	(12)	(30)	-	(42)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(6)	142	139
Montants sortis du bilan	-	-	(233)	(233)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	97	97
Change et autres	(1)	-	(15)	(16)
Solde au 31 juillet 2019	92	320	135	547
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 31 octobre 2018	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	78	(78)	-	-
Transfert à l'étape 2	(16)	16	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(125)	126	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(68)	221	58	211
Montages des prêts	15	-	-	15
Décomptabilisations et échéances	(3)	(18)	-	(21)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	5	16	184	205
Montants sortis du bilan	-	-	(250)	(250)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	66	66
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2019	79	236	-	315
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 31 octobre 2018	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	139	(135)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(41)	53	(12)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(41)	42	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(141)	230	159	248
Montages des prêts	163	-	-	163
Décomptabilisations et échéances	(75)	(57)	-	(132)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	44	50	185	279
Montants sortis du bilan	-	-	(123)	(123)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	61	61
Change et autres	9	3	(35)	(23)
Solde au 31 juillet 2019	351	461	297	1 109
Total au 31 juillet 2019	536	1 052	470	2 058
Composition : Prêts	409	946	447	1 802
Autres instruments de crédit 2)	127	106	23	256

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (4) millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 31 juillet 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 30 avril 2018	19	31	46	96
Transfert à l'étape 1	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(7)	11	9	13
Montages des prêts	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	(1)	(1)	-	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	5	7	13
Montants sortis du bilan	-	-	(5)	(5)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	1	1
Change et autres	1	1	(4)	(2)
Solde au 31 juillet 2018	21	37	45	103
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 30 avril 2018	86	328	147	561
Transfert à l'étape 1	44	(41)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(3)	20	(17)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(29)	30	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(40)	81	39	80
Montages des prêts	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(5)	(13)	-	(18)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	5	18	49	72
Montants sortis du bilan	-	-	(75)	(75)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	28	28
Change et autres	(1)	2	(3)	(2)
Solde au 31 juillet 2018	90	348	146	584
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 30 avril 2018	77	246	-	323
Transfert à l'étape 1	33	(33)	-	-
Transfert à l'étape 2	(6)	6	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(51)	51	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(34)	75	2	43
Montages des prêts	4	-	-	4
Décomptabilisations et échéances	(1)	(11)	-	(12)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(4)	(14)	53	35
Montants sortis du bilan	-	-	(79)	(79)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	26	26
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2018	73	233	-	306
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 30 avril 2018	291	368	233	892
Transfert à l'étape 1	44	(40)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	12	(4)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(22)	23	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(54)	81	53	80
Montages des prêts	51	-	-	51
Décomptabilisations et échéances	(25)	(31)	-	(56)
Changements apportés à un modèle	(7)	(3)	-	(10)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(3)	68	65
Montants sortis du bilan	-	-	(60)	(60)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	14	14
Change et autres	1	3	(9)	(5)
Solde au 31 juillet 2018	292	368	246	906
Total au 31 juillet 2018	476	986	437	1 899
Composition : Prêts	369	882	409	1 660
Autres instruments de crédit 2)	107	104	28	239

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 1 million de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	25	(23)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	6	(5)	-
Transfert à l'étape 3	-	(7)	7	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(26)	31	14	19
Montages des prêts	8	-	-	8
Décomptabilisations et échéances	(2)	(4)	-	(6)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	4	3	14	21
Montants sortis du bilan	-	-	(15)	(15)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	5	5
Change et autres	1	-	(8)	(7)
Solde au 31 juillet 2018	21	37	45	103
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	171	(160)	(11)	-
Transfert à l'étape 2	(17)	82	(65)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(132)	135	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(151)	235	113	197
Montages des prêts	28	-	-	28
Décomptabilisations et échéances	(14)	(36)	-	(50)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	14	(11)	172	175
Montants sortis du bilan	-	-	(219)	(219)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	67	67
Change et autres	-	2	(11)	(9)
Solde au 31 juillet 2018	90	348	146	584
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	149	(149)	-	-
Transfert à l'étape 2	(32)	32	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(152)	153	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(139)	282	13	156
Montages des prêts	15	-	-	15
Décomptabilisations et échéances	(2)	(35)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(10)	(22)	166	134
Montants sortis du bilan	-	-	(242)	(242)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	76	76
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 juillet 2018	73	233	-	306
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	95	(90)	(5)	-
Transfert à l'étape 2	(21)	35	(14)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(50)	51	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(99)	135	139	175
Montages des prêts	117	-	-	117
Décomptabilisations et échéances	(59)	(71)	-	(130)
Changements apportés à un modèle	(7)	(3)	-	(10)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	(44)	171	152
Montants sortis du bilan	-	-	(190)	(190)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	45	45
Change et autres	(1)	2	(14)	(13)
Solde au 31 juillet 2018	292	368	246	906
Total au 31 juillet 2018	476	986	437	1 899
Composition : Prêts	369	882	409	1 660
Autres instruments de crédit 2)	107	104	28	239

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 5 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique se présentent comme suit :

	31 juillet 2019				31 octobre 2018			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	255 070	192	732	254 146	243 261	189	689	242 383
États-Unis	154 107	255	608	153 244	132 789	181	574	132 034
Autres pays	10 472	–	15	10 457	9 580	–	6	9 574
Total	419 649	447	1 355	417 847	385 630	370	1 269	383 991

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 23 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 233 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (204 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 023 millions de dollars au 31 juillet 2019 (1 129 millions au 31 octobre 2018), dont une tranche de 427 millions était classée en tant que prêts productifs au 31 juillet 2019 (541 millions au 31 octobre 2018). Des prêts renégociés de 18 millions et de 26 millions, respectivement, ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019 (9 millions et 42 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018).

Note 4 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ou le contrôle ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous avons vendu des prêts de 1 084 millions de dollars et de 4 004 millions, respectivement, à ces programmes (2 651 millions et 6 682 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018).

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

	31 juillet 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 290		5 569	
Autres actifs connexes 2)	11 148		11 640	
Total 3)	17 438	16 959	17 209	16 925

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

3) La juste valeur des actifs et des passifs connexes se chiffre à 17 459 millions de dollars et à 17 200 millions, respectivement, au 31 juillet 2019 (17 105 millions et 16 763 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous avons vendu et décomptabilisé 121 millions de dollars et 302 millions, respectivement, de prêts hypothécaires acquis ou montés aux États-Unis (278 millions et 708 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018). Nous conservons les droits de gestion de prêts hypothécaires à l'égard de ces prêts, ce qui représente le maintien de notre engagement. Au 31 juillet 2019, la valeur comptable des droits de gestion de prêts hypothécaires se chiffrait à 45 millions (52 millions au 31 octobre 2018).

Note 5 : Acquisitions

KGS-Alpha Capital Markets (KGS)

Le 1^{er} septembre 2018, nous avons réalisé l'acquisition des activités de KGS, maison de courtage de titres à revenu fixe, dont le siège social est aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels, pour une contrepartie en trésorerie de 304 millions de dollars américains (397 millions de dollars canadiens). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, le prix d'achat a baissé pour s'établir à 303 millions de dollars américains (396 millions de dollars canadiens) en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 49 millions de dollars et un écart d'acquisition de 54 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de trois à quatorze ans selon la méthode d'amortissement accéléré. L'écart d'acquisition de 32 millions lié à cette transaction est déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	KGS
Titres – négociation	5 193
Titres pris en pension ou empruntés	5 669
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	103
Autres actifs	583
Total des actifs	11 548
Titres mis en pension ou prêtés	9 563
Titres vendus à découvert	1 431
Autres passifs	158
Prix d'achat	396

La ventilation du prix d'achat de KGS pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018	31 juillet 2019	31 octobre 2018	31 juillet 2019	31 octobre 2018	31 juillet 2019	31 octobre 2018	31 juillet 2019	31 octobre 2018
Catégories de déposants :										
Banques 1)	2 606	1 450	1 424	1 400	883	526	24 407	24 531	29 320	27 907
Entreprises et administrations publiques	25 181	25 266	32 159	33 984	79 734	67 026	189 908	185 901	326 982	312 177
Particuliers	3 233	3 476	22 548	21 345	92 862	90 233	78 438	65 790	197 081	180 844
Total 2) 3)	31 020	30 192	56 131	56 729	173 479	157 785	292 753	276 222	553 383	520 928
Domiciliation :										
Canada	25 514	21 735	48 406	47 231	86 459	82 091	179 587	160 069	339 966	311 126
États-Unis	4 398	7 395	7 704	9 477	85 875	74 476	86 000	86 805	183 977	178 153
Autres pays	1 108	1 062	21	21	1 145	1 218	27 166	29 348	29 440	31 649
Total	31 020	30 192	56 131	56 729	173 479	157 785	292 753	276 222	553 383	520 928

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 juillet 2019 et au 31 octobre 2018, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 31 317 millions de dollars et 29 673 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2019 et au 31 octobre 2018, les dépôts comprenaient des dépôts de 274 625 millions et de 259 747 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 33 792 millions et de 37 427 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 260 007 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 165 061 millions étaient domiciliés au Canada, 67 790 millions, aux États-Unis et 27 156 millions, dans d'autres pays (246 685 millions, 145 574 millions, 71 770 millions et 29 341 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). Des dépôts de 165 061 millions domiciliés au Canada, 65 563 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 8 403 millions, dans trois à six mois, 18 226 millions, dans six à douze mois et 72 869 millions, dans plus de douze mois (145 574 millions, 55 190 millions, 3 836 millions, 12 909 millions et 73 639 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

5) Comprend 12 992 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 juillet 2019, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (37 millions au 31 octobre 2018). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Dette subordonnée

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous n'avons effectué aucune émission ni remboursement au titre de la dette subordonnée. Le 1^{er} août 2019, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos billets à moyen terme à 3,12 %, série H, première tranche de 1 milliard de dollars le 19 septembre 2019.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2019		31 octobre 2018		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	–	–	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		4 690		4 340	
Autres instruments de capitaux propres		658		–	Nombre variable d'actions ordinaires 4)
Actions ordinaires 5) 6)	639 035 737	12 958	639 329 625	12 929	
Capital social et autres instruments de capitaux propres		18 306		17 269	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 182 à 192 de notre Rapport annuel pour 2018.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et impayés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les autres instruments de capitaux propres (billets) émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, les billets sont convertibles en actions ordinaires de la Banque déterminées en divisant a) le produit du multiplicateur de 1,25, et la valeur des billets, par b) le prix de conversion, qui correspond au plus élevé des montants entre le prix plancher de 5 \$ et le cours du marché.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 318 299 actions ordinaires au 31 juillet 2019 (6 095 201 actions ordinaires au 31 octobre 2018).

6) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous avons émis 274 868 et 706 112 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime d'options sur actions.

Actions privilégiées

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, nous n'avons racheté aucune action privilégiée.

Le 27 juin 2019, nous avons annoncé que nous n'avions pas l'intention d'exercer notre droit de rachat, le 25 août 2019, des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 (actions privilégiées de série 29) actuellement en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les porteurs de ces actions privilégiées avaient le droit, à leur gré, de convertir, au plus tard le 12 août 2019, à raison de une contre une, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées de série 29 en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable – série 30 (actions privilégiées de série 30). Au cours de la période de conversion, qui se déroulait du 26 juillet 2019 au 12 août 2019, 223 098 actions privilégiées de série 29 ont été offertes pour être converties en actions privilégiées de série 30, soit moins que le nombre minimum de 1 000 000 requis pour donner effet à la conversion, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus des actions privilégiées de série 29 daté du 30 mai 2014. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 30 n'a été émise et les porteurs des actions privilégiées de série 29 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende pour les actions privilégiées de série 29 pour la période de cinq ans qui sera ouverte le 25 août 2019 et close le 24 août 2024 est de 3,624 %.

Le 17 avril 2019, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 46 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) au prix de 25 \$ l'action, pour un produit brut de 350 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2024, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 5,1 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 3,51 %. Les porteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 47 (actions privilégiées de série 47), sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les porteurs des actions privilégiées de série 47 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 3,51 %.

Le 29 mars 2019, nous avons annoncé que nous n'avions pas l'intention d'exercer notre droit de rachat, le 25 mai 2019, des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 (actions privilégiées de série 27) actuellement en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les porteurs de ces actions privilégiées avaient le droit, à leur gré, de convertir, au plus tard le 10 mai 2019, à raison de une contre une, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées de série 27 en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable – série 28 (actions privilégiées de série 28). Au cours de la période de conversion, qui se déroulait du 25 avril 2019 au 10 mai 2019, 412 564 actions privilégiées de série 27 ont été offertes pour être converties en actions privilégiées de série 28, soit moins que le nombre minimum de 1 000 000 requis pour donner effet à la conversion, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus des actions privilégiées de série 27 daté du 16 avril 2014. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 28 n'a été émise et les porteurs des actions privilégiées de série 27 ont conservé leurs actions. Le taux de dividende pour les actions privilégiées de série 27 pour la période de cinq ans ouverte le 25 mai 2019 et close le 24 mai 2024 est de 3,852 %.

Autres instruments de capitaux propres

Le 30 juillet 2019, nous avons émis des billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (FPUNV) (billets) qui sont classés comme capitaux propres et qui font partie de nos fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets sont des instruments financiers comportant à la fois une composante passif et une composante capitaux propres. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable à la composante passif des billets et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets seront comptabilisées lorsqu'elles seront à payer. Les droits des porteurs de nos billets sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers, et ont un classement supérieur à nos actions ordinaires et privilégiées.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Valeur nominale	Taux d'intérêt (%)	Remboursables à notre gré	Convertible en Nombre variable d'actions ordinaires 3)	31 juillet 2019	31 octobre 2018
Billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 %	500 \$ US	4,800 1)	Août 2024 2)		658	–
Total					658	–

1) Les intérêts non cumulatifs doivent être versés semestriellement à terme échu, au gré de la Banque.

2) Les billets sont remboursables, à un prix de remboursement équivalent à 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés, en totalité ou en partie à notre gré à compter de la première date de révision du taux d'intérêt en 2024 ou après certains événements réglementaires ou fiscaux. La Banque peut, en tout temps, acheter les billets peu importe le prix sur le marché libre.

3) Les billets émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les billets sont convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, les billets sont convertibles en actions ordinaires de la Banque déterminées en divisant a) le produit du multiplicateur de 1,25, et la valeur des billets, par b) le prix de conversion, qui correspond au plus élevé des montants entre le prix plancher de 5 \$ et le cours du marché.

Actions ordinaires

Le 3 juin 2019, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un an. Dans le cadre de cette offre, nous pouvons acquérir jusqu'à concurrence de 15 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, 1 million d'actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2018, la Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – série A émis et en circulation à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$ pour un montant global de 450 millions de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à leur date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 184 à 190, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres comptabilisés au coût amorti	15 024	15 102	6 485	6 288
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	121 989	122 548	119 544	118 609
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 465	65 806	62 687	62 618
Prêts sur cartes de crédit	8 504	8 504	8 099	8 099
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	219 681	220 625	192 225	191 989
	415 639	417 483	382 555	381 315
Dépôts 3)	537 378	538 311	506 742	506 581
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 544	25 753	25 051	24 838
Dette subordonnée	6 876	7 174	6 782	6 834

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 2 230 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 juillet 2019 (1 450 millions au 31 octobre 2018).

3) Ne tient pas compte de 16 005 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (14 186 millions au 31 octobre 2018).

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur et le montant nominal de référence dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés au 31 juillet 2019 se chiffraient respectivement à 16 005 millions de dollars et à 15 933 millions (14 186 millions et 15 088 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 168 millions et de 1 010 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 49 millions et de 35 millions comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, respectivement (baisse de 128 millions et hausse de 340 millions comptabilisées dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et hausse de 36 millions et baisse de 6 millions comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018, respectivement). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre. L'incidence de l'utilisation des couvertures économiques pour gérer l'exposition est également comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuelles aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 juillet 2019, correspondent à une perte latente de 296 millions de dollars, soit une perte latente de 220 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état consolidé des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 10 718 millions de dollars au 31 juillet 2019 (8 783 millions au 31 octobre 2018) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 383 millions et de 976 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019 (augmentation de 49 millions et diminution de 85 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 1 011 millions de dollars au 31 juillet 2019 (800 millions au 31 octobre 2018), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 41 millions et à une hausse de 102 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019 (baisse de 2 millions et de 15 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, une diminution de 7 millions et de 19 millions, respectivement, ont été comptabilisées

dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (hausse de 3 millions et de 1 million, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. Nous exerçons un degré de jugement pour déterminer si les cours du marché ont été obtenus sur des marchés qui sont actifs. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2019

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	7 593	2 041	-	9 634
des provinces et municipalités canadiennes	3 320	4 655	-	7 975
l'administration fédérale américaine	8 253	1 324	-	9 577
des municipalités, agences et États américains	18	439	-	457
d'autres administrations publiques	1 187	579	-	1 766
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	31	9 494	246	9 771
Titres de créance d'entreprises	2 450	6 372	26	8 848
Prêts	-	193	-	193
Titres de participation d'entreprises	46 684	1	-	46 685
	69 536	25 098	272	94 906
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	526	150	-	676
des provinces et municipalités canadiennes	159	1 097	-	1 256
l'administration fédérale américaine	6	67	-	73
d'autres administrations publiques	-	49	-	49
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	5	-	5
Titres de créance d'entreprises	80	7 892	-	7 972
Titres de participation d'entreprises	1 543	68	1 906	3 517
	2 314	9 328	1 906	13 548
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	9 707	1 337	-	11 044
des provinces et municipalités canadiennes	4 376	2 771	-	7 147
l'administration fédérale américaine	15 564	1 952	-	17 516
des municipalités, agences et États américains	-	4 164	1	4 165
d'autres administrations publiques	2 837	4 228	-	7 065
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	14 943	-	14 943
Titres de créance d'entreprises	2 260	3 215	-	5 475
Titres de participation d'entreprises	-	-	79	79
	34 744	32 610	80	67 434
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	66	2 164	2 230
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	18 237	8 966	172	27 375
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	16 005	-	16 005
Passifs au titre des contrats de placement	-	1 011	-	1 011
	18 237	25 982	172	44 391
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	13	9 594	-	9 607
Contrats de change	6	10 334	-	10 340
Contrats sur produits de base	146	984	-	1 130
Contrats sur titres de participation	214	857	-	1 071
Swaps sur défaillance	-	52	-	52
	379	21 821	-	22 200
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	8	7 161	-	7 169
Contrats de change	8	12 061	-	12 069
Contrats sur produits de base	141	1 518	-	1 659
Contrats sur titres de participation	129	2 482	-	2 611
Swaps sur défaillance	-	104	1	105
	286	23 326	1	23 613

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	9 107	1 213	-	10 320
des provinces et municipalités canadiennes	4 013	4 689	-	8 702
l'administration fédérale américaine	9 465	52	-	9 517
des municipalités, agences et États américains	78	1 138	-	1 216
d'autres administrations publiques	1 210	201	-	1 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	60	8 869	255	9 184
Titres de créance d'entreprises	2 973	6 218	7	9 198
Prêts	-	199	-	199
Titres de participation d'entreprises	49 946	4	-	49 950
	76 852	22 583	262	99 697
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	328	103	-	431
des provinces et municipalités canadiennes	219	727	-	946
l'administration fédérale américaine	69	-	-	69
d'autres administrations publiques	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	7	-	7
Titres de créance d'entreprises	178	6 643	-	6 821
Titres de participation d'entreprises	1 378	134	1 825	3 337
	2 172	7 614	1 825	11 611
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	11 978	827	-	12 805
des provinces et municipalités canadiennes	3 315	3 547	-	6 862
l'administration fédérale américaine	16 823	-	-	16 823
des municipalités, agences et États américains	14	3 640	1	3 655
d'autres administrations publiques	3 143	1 647	-	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 687	-	13 687
Titres de créance d'entreprises	1 959	1 797	-	3 756
Titres de participation d'entreprises	-	-	62	62
	37 232	25 145	63	62 440
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 450	1 450
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	26 336	2 468	-	28 804
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	14 186	-	14 186
Passifs au titre des contrats de placement	-	800	-	800
	26 336	17 454	-	43 790
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	18	8 959	-	8 977
Contrats de change	16	12 983	-	12 999
Contrats sur produits de base	166	1 894	-	2 060
Contrats sur titres de participation	286	1 872	-	2 158
Swaps sur défaillance	-	10	-	10
	486	25 718	-	26 204
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	14	8 620	-	8 634
Contrats de change	2	11 852	-	11 854
Contrats sur produits de base	295	1 161	-	1 456
Contrats sur titres de participation	246	2 183	1	2 430
Swaps sur défaillance	-	36	1	37
	557	23 852	2	24 411

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, nous avons exercé un jugement plus poussé pour savoir si les cours du marché des titres à revenu fixe avaient été obtenus sur des marchés actifs ou non et pour déterminer si ces titres devaient être classés dans le niveau 1 ou le niveau 2; par conséquent, certains titres sont présentés comme ayant été transférés dans le niveau 2.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, des titres de négociation de 1 734 millions de dollars et de 5 392 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 218 millions et de 682 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 834 millions et de 9 723 millions, respectivement, et des titres vendus à découvert de 6 362 millions et de 9 905 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 par suite de l'exercice d'un jugement plus poussé et en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, des titres de négociation de 901 millions et de 4 260 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 38 millions et de 390 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 2 335 millions et de 3 910 millions, respectivement, et des titres vendus à découvert de 98 millions et de 2 501 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, des titres de négociation de 53 millions de dollars et de 98 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison des changements touchant le caractère observable des données d'entrées sur le marché qui ont servi à établir le prix de ces titres, des titres de négociation de 6 millions et de 41 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité des prix observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 avril 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2019	
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	215	(15)	(3)	97	(96)	-	53	(5)	246	(6)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	26	(6)	-	-	(1)	26	-
Total des titres de négociation	222	(15)	(3)	123	(102)	-	53	(6)	272	(6)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 907	10	(21)	77	(66)	(1)	-	-	1 906	16
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 907	10	(21)	77	(66)	(1)	-	-	1 906	16
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	69	-	-	10	-	-	-	-	79	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	70	-	-	10	-	-	-	-	80	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 172	-	(31)	155	-	(132)	-	-	2 164	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	172	-	-	-	172	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	172	-	-	-	172	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Total des passifs dérivés	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2019	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus
Pour de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(22)	1	280	(326)	-	98	(40)	246	(13)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	32	(12)	-	-	(1)	26	-
Total des titres de négociation	262	(22)	1	312	(338)	-	98	(41)	272	(13)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 825	20	2	324	(264)	(1)	-	-	1 906	36
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	20	2	324	(264)	(1)	-	-	1 906	36
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	17	-	-	-	-	79	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	17	-	-	-	-	80	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 450	7	13	1 369	-	(675)	-	-	2 164	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	(7)	179	-	-	-	172	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	(7)	179	-	-	-	172	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	1	(1)	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	1	(2)	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2019, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS¹), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,75 % applicable aux BIS¹. En juin 2019, le BSIF a fixé la réserve pour stabilité intérieure à 2,0 % à compter du 31 octobre 2019. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2019 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2019.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2019 et 2018, nous n'avons attribué aucune option sur actions. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, nous avons attribué un total de 931 047 options sur actions (705 398 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 a été de 10,23 \$ l'option (11,30 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2018).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Rendement attendu des actions	5,7 %	4,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,0 % – 20,1 %	17,0 % – 17,3 %
Taux de rendement sans risque	2,5 %	2,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	89,90	100,63

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Coût des services rendus au cours de la période	48	52	2	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(5)	(2)	10	11
Charges administratives	1	1	–	–
Charge au titre des prestations	44	51	12	18
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	21	–	–
Charge au titre des cotisations définies	37	34	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	104	106	12	18

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Coût des services rendus au cours de la période	144	157	7	22
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(14)	(6)	29	34
Revenus liés aux services passés	(5)	–	–	–
Charges administratives	3	3	–	–
Charge au titre des prestations	128	154	36	56
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	70	65	–	–
Charge au titre des cotisations définies	127	124	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	325	343	36	56

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos détenteurs de capitaux propres de la Banque, après avoir déduit les dividendes sur les actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 557	1 537	4 564	3 756
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(59)	(50)	(159)	(141)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 498	1 487	4 405	3 615
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 900	640 400	638 803	643 937
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,34	2,32	6,90	5,61

Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 498	1 487	4 405	3 615
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 900	640 400	638 803	643 937
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 734	5 925	5 697	5 560
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(4 184)	(3 970)	(4 137)	(3 549)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	640 450	642 355	640 363	645 948
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,34	2,31	6,88	5,60

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 687 059 et 908 194 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 104,14 \$ et de 102,98 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019 (1 007 064 et 1 612 662 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 132,86 \$ et de 120,44 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2018), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 250 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2014. Au cours des exercices précédents, l'ARC a produit de nouveaux avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 361 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2013. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC dans le cadre des réévaluations ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2015 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 203 à 205 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 498	1 067	237	538	(123)	3 217
Revenus autres que d'intérêts	550	298	1 876	662	63	3 449
Total des revenus	2 048	1 365	2 113	1 200	(60)	6 666
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	174	61	-	7	1	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	30	37	(2)	3	(5)	63
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	204	98	(2)	10	(4)	306
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	887	-	-	887
Amortissement	85	114	68	34	-	301
Charges autres que d'intérêts	885	690	817	760	38	3 190
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	874	463	343	396	(94)	1 982
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	226	95	94	83	(73)	425
Bénéfice net	648	368	249	313	(21)	1 557
Actifs moyens	240 205	129 143	41 891	343 009	82 715	836 963

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 402	994	212	410	(136)	2 882
Revenus autres que d'intérêts	532	280	1 328	695	77	2 912
Total des revenus	1 934	1 274	1 540	1 105	(59)	5 794
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	120	54	2	3	(2)	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	17	(14)	2	4	-	9
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	137	40	4	7	(2)	186
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	269	-	-	269
Amortissement	82	111	55	32	-	280
Charges autres que d'intérêts	850	661	821	669	78	3 079
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	865	462	391	397	(135)	1 980
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	224	98	100	96	(75)	443
Bénéfice net	641	364	291	301	(60)	1 537
Actifs moyens	225 562	112 935	36 595	312 369	76 929	764 390

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	4 338	3 161	699	1 698	(372)	9 524
Revenus autres que d'intérêts	1 585	858	5 396	1 863	170	9 872
Total des revenus	5 923	4 019	6 095	3 561	(202)	19 396
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	410	94	1	20	(5)	520
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	52	33	(1)	20	(5)	99
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	462	127	-	40	(10)	619
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	2 374	-	-	2 374
Amortissement	248	343	199	105	-	895
Charges autres que d'intérêts	2 635	2 004	2 463	2 368	278	9 748
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	2 578	1 545	1 059	1 048	(470)	5 760
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	668	327	266	231	(296)	1 196
Bénéfice net	1 910	1 218	793	817	(174)	4 564
Actifs moyens	235 815	124 636	40 345	342 549	82 759	826 104

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	4 120	2 833	616	1 291	(437)	8 423
Revenus autres que d'intérêts	1 547	817	4 114	1 940	171	8 589
Total des revenus	5 667	3 650	4 730	3 231	(266)	17 012
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	348	197	4	(14)	(12)	523
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	18	(56)	(1)	3	-	(36)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	366	141	3	(11)	(12)	487
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	962	-	-	962
Amortissement	242	338	172	92	-	844
Charges autres que d'intérêts	2 537	1 854	2 461	2 002	586	9 440
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	2 522	1 317	1 132	1 148	(840)	5 279
Charge d'impôts sur le résultat	647	295	279	290	12	1 523
Bénéfice net	1 875	1 022	853	858	(852)	3 756
Actifs moyens	223 467	108 591	35 375	303 526	74 222	745 181

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2018, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 27 août 2019 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4374112#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 2 décembre 2019, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4234667#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Tom Little, directeur, relations avec les investisseurs, tom.little@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2019 : 103,32 \$

Juin 2019 : 98,49 \$

Juillet 2019 : 100,41 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2018, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2018 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2020

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 31 mars 2020 à Toronto, en Ontario.
